

Entrevue
MICHÈLE ROULEAU
L'empêcheuse
de danser en rond?

243 • 3,75 \$

JUILLET - AOÛT 1993

**LES JEUX
D'ARGENT**



UN DOCUMENT UNIQUE.

115 textes et dessins créés par des adultes en apprentissage de l'écriture.
De la poésie à la fiction, ce livre contient des histoires vibrantes d'émotion.
Une lecture des plus enrichissantes.



«Ce livre-là est un témoignage qui, j'en suis absolument convaincu, va toucher profondément.»

Michel Tremblay
auteur

156 pages • 17,00 \$

Vous pouvez de plus, contribuer au succès de la campagne de financement de La Fondation Alpha Pop par un don.
Un reçu pour fins d'impôts sera émis pour toute contribution de 10 \$ et plus.
Une co-édition de La Fondation Alpha Pop et du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation.

LA FONDATION ALPHA POP
5040, BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL, H2T 1R7

Pour de la formation
vraiment populaire



- Formation en organisation
- Formation en communication
- Formation pour les intervenants psychosociaux

Sessions à date fixe et sur mesure

1212, rue Panet, Montréal (Québec)
H2L 2Y7
☎ (514) 524-3561

MAINTENANT
14 JOURS!
TourPass

159



Des vacances à la carte à prix fixe! **TourPass** est votre passe-partout pour explorer le Québec et l'Ontario en autocar...
14 jours de liberté pour voyager à votre gré; seulement **159 \$** (taxes en sus).

INFORMATION — CONDITIONS

Voyageur

Montréal (514) 842-2281
Ottawa (613) 238-5900
Québec (418) 524-4692



PHOTO: YVES PROVENCHE



22

8



PHOTO: YVES PROVENCHE

ÉDITORIAL 4

ENTREVUE 8

• **Michèle Rouleau**

L'EMPÊCHEUSE DE DANSER EN ROND?

Michèle Rouleau appelle un chat, un chat, et un abus de pouvoir, un abus de pouvoir. L'ancienne présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec n'est pas la femme d'une seule cause cloisonnée; pour elle, la justice doit être mur à mur.

VIE ET CULTURE 16

- **Les pawnshops**
- **Pierre Perrault, cinéaste**

DOSSIER 22

• **LES JEUX D'ARGENT**

Bingo, machines à sous, loteries, etc. Les jeux d'argent monopolisent plein de gens, et plein d'argent... Dorénavant, on paye pour rêver. Un rêve de six chiffres pour une vie meilleure. On se place à la queue leu leu; les files d'attente des jours de très gros lots ne sont pas sans rappeler les interminables rubans humains des soupes populaires des années 30.

SUR LA PLANÈTE 38

• **Haïti : À qui la faute?**

BILLET	7
AUX ÉTATS	13
TOUR DU QUÉBEC	14
LIRE	15
PHOTO-REPORTAGE	20
CHRONIQUE INSOLENTÉ	37
BANDE DESSINÉE	37
QUÉBEC EN COULEURS	42

VO

VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s-es.

Conseil d'administration: Michelle Asselin, Daniel Beaulieu, Esther Champagne, Paul-Émile Charland, Ginette Gaudreault, Monique Tremblay.

Comité de rédaction: Diane Brulotte, Francesca Dalio, Guillaume Dostaler, Abdelhamid Gmati, Françoise Guay, France Paradis, Marc Valade, Pierre Viau. **Collaborations régulières et membres des sous-comités:** Nicole Brais, Marie Constantineau, Guillaume Dostaler, François Gervais, Daniel Gingras, Pierre Hamel, Christine Nagl, Maryse Robert, Marc Valade, Pierre Viau.

Rédaction en chef, coordination, promotion et publicité: Jean Robitaille. **Pupitre et secrétariat de rédaction, montage des couvertures, visuel, comptabilité et rédaction:** Daniel Legault. **Gestion des abonnements et traitement de textes:** Ginette Gaudreault. **Représentation publicitaire:** Jean-Guy Renaud et Denis Rioux. **Mise en page:** André Leclerc. **Photographie:** René Beaulieu. **Infographie:** D.Legault et Denis Rioux. **Bande dessinée:** Vivian Labrie.

Impression: Imprimerie d'Arthabaska inc.
Distribution: Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513
Fréquence de parution: 6 numéros par an
Photo page couverture: Yves Provencher
Grille de tarifs:
 Abonnement pour individu ou groupe populaire: 20\$/an ou 35\$/2ans
 Abonnement institutionnel: 28\$/an
 Abonnement de soutien: 28\$/an
 Étudiant ou sans emploi: 14\$/an
 À l'étranger (par avion), individuel: 25\$/an
 À l'étranger (par avion), institutionnel: 33\$/an
 Un numéro seulement: 5,10\$ (incl. frais de poste)

VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Les articles du magazine VO sont inscrits dans le répertoire analytique de presse *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement no.0220. Parution: no.243, 1er juillet 1993.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: 527-3403

**LES JEUX «D'ARGENT»
RÊVES À
VENDRE**

FRANCE PARADIS

«**B**ingo!», s'écrie Jeannette, avec toute son âme qui exulte de joie. Comme si, désignée par les Dieux, Jeannette venait d'être sanctifiée pour une vertu particulière; et chacun-e maintenant l'envie un peu. Entre ces centaines de femmes (et quelques hommes) et ceux qui font le pied de grue devant une valideuse les soirs de 14 millions \$ et plus, se trouve un fil conducteur qui prend le rêve pour de l'espérance.

Dernier héritage non imposable des démunis-es, le rêve a été récupéré puis revendu par petits morceaux par Loto-Québec. Car on ne rêve pas d'une autre vie quand la nôtre est déjà très bien. Qui joue donc? Les plus pauvres, les démunis-es, ceux-celles qui n'ont pas les moyens de leurs rêves. Et Loto-Québec le sait; ne croyez pas que la société d'État dépense des millions pour aller chercher la clientèle qui gagne plus de 50 000 \$ par an. Le gros client-type de Loto-Québec est un ouvrier dans la cinquantaine. Mais rappelons-nous que le jeu à travers les siècles a presque toujours servi à engraisser les coffres de l'État et non pas ceux des citoyens-nes.

En annonçant 1 million \$ chaque semaine à trois loteries différentes, en plus des autres loteries, on crée la fausse impression que ça fait beaucoup de monde qui gagne. Chaque semaine! Imaginez-vous au bout de l'année combien ça fait! Ça n'en fait pas tant que ça. Dans les faits, on a plus de chance de mourir poignardé-e sur la rue que de gagner le «million». Mais l'illusion fonctionne. Peut-être parce qu'on a désespérément besoin de rêver. Encore davantage en période de crise, alors qu'on n'en finit pas d'annoncer que les pauvres s'appauvrissent. Peut-être parce qu'il y a en nous un vieux fond tribal qui croit à la magie.

S'ACHARNER À JOUER

Cette illusion, à la longue, me semble produire un effet de dépression. Si on a l'impression qu'on peut se sortir de sa misère avec un billet de 6/49, pourquoi se briserait-on les reins

Si on a l'impression qu'on peut se sortir de la misère avec un billet de 6/49, pourquoi se briserait-on les reins à tenter de s'élever au-dessus de sa situation?

à tenter de s'élever au-dessus de sa situation? Pourquoi se regrouper et travailler ensemble? Au contraire, c'est chacun pour soi et je cache mon numéro de la semaine pour ne pas que tu le prennes toi aussi; sinon, le gros lot baisse!

Pire encore: si on distribue des millions chaque semaine à du monde qui n'ont rien fait d'autre pour les mériter que d'acheter un bout de papier, alors que vaut donc mon travail et mon petit salaire? Tant d'argent distribué «gratuitement» ne déprécie-t-il pas les tâches quotidiennes qui, elles, ne changent pas



le monde mais me permettent de me sentir utile et digne? On remplace ainsi, tout doucement, les valeurs d'effort et de travail par celles de facilité et de rapidité. Tout cela pour une fausse impression: on ne devient pas riche avec la loterie. Les gens de la classe aisée le savent bien, eux, et d'ailleurs ils n'achètent pratiquement pas de billets. Mais le rêve est si essentiel quand on n'a rien! Le rêve du «million» retire tout sentiment de pouvoir sur sa propre vie, me semble-t-il. Sortir de ma situation difficile ne dépend plus alors de moi et de ma créativité à trouver des solutions, mais bien d'une machine et d'un numéro tiré au hasard. Je ne suis plus le maître de mon avenir.

Pour certains-es, le jeu sera même un tourbillon dans lequel ils-elles se trouvent coincés-es sans pouvoir s'en sortir. Le jeu les avale. En dix ans, le nombre de joueurs compulsifs a triplé aux États-Unis. Triplé. Autour de ce phénomène social, on garde pourtant le silence.

La dernière vague vient de contaminer les adolescents-es par le biais des machines vidéo-poker. En région particulièrement, semble-t-il, où le chômage est extraordinairement élevé et où le rêve et l'évasion prennent une valeur démesurée. Illégaux au Québec, on évalue le nombre de ces machines à pas moins de 20 000. Sitôt débusquées, sitôt remplacées... généralement moins d'une heure plus tard. Ces adolescents-es se trouvent encore plus dépourvus-es que les adultes et atteignent à une vitesse vertigineuse le «bas-fond», c'est-à-dire le dernier sous-sol de leurs ressources personnelles.

LES SOCIÉTÉS EN JOUE

Dans l'histoire du monde, les jeux ont parfois pris une telle place qu'ils ont dévoré toutes crues des sociétés entières; l'empire romain en est le plus frappant exemple. Les valeurs de plaisir, de facilité et de jeu avaient fini par prendre une telle place que plus personne ne jugeait utile de travailler. En 1993, nous n'en sommes assurément pas là. On nous avait cependant promis la société des loisirs, vous souvenez-vous? Nous sommes les héritiers-ères de cette promesse. Et peut-être que cette course effrénée aux plaisirs instantanés, comme le jeu, la drogue et les loteries, n'est pas tout à fait étrangère à cette promesse non tenue.

Soyez assurés-es que pendant que le bon peuple rêve à plein, il ne s'intéresse pas aux choix de sa propre société, ni ne se remet en question. Les jeux de hasard ont-ils remplacé la religion pour devenir l'opium du peuple? Doit-on y voir les prémisses de l'appel du peuple à César: nous voulons du pain et des jeux!

Le jeu demeure peut-être la plus dynamique forme de création: inventer pour le plaisir. Je parle du vrai jeu devant lequel les enfants sont nos maîtres. Que faudra-t-il faire pour que nos adolescents-es retrouvent cet esprit du rêve qui débouche sur la réalité et non pas sur l'illusion, sur l'action et non pas sur l'attente. Cet esprit du jeu qu'ont les enfants du film *La guerre des tuques* d'André Melançon, en se construisant un château de glace que deux groupes se disputent au coup de balles de neige. L'un d'eux s'écrie au milieu d'une bataille: «La guerre! La guerre! C'est pas une raison pour se faire mal!» Voilà l'esprit du jeu qu'il faut transmettre à nos enfants.

**Ne manquez pas dans
le prochain numéro...
Septembre-octobre 1993**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:

**Les enfants en
pays de guerre** ◀

ENTREVUE:

**LÉO-PAUL LAUZON,
comptable...** ◀

Les obsédés du jeu

L'épidémie invisible

**La maladie du jeu, véritable épidémie silencieuse,
sera la principale dépendance sociale
des prochaines années**

Les obsédés du jeu, aborde un phénomène encore
inconnu des Québécois.

Les auteurs **Claude Marcil** et **Marie Riopel** ont obtenu
des témoignages saisissants de joueurs
et joueuses et de leur entourage.

Ces hommes et ces femmes
nous racontent leur
obsession du jeu,
leur dégringolade
et leurs nombreux
ennuis avec les book-
makers et les shylocks.



En vente partout 18 \$

DIFFUSION RAFFIN

Pour commande discrète
appeler (514) 272-4712



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**PLUS PLUS PLUS
D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES**

- Abonnement individuel 1 an : 20,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 35,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 25,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 28,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 33,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 28,00 \$
- Étudiants / Sans-emploi 1 an : 14,00 \$
- Numéro individuel 3,75 \$ + 1,30 \$ poste

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

PAIEMENT INCLUS :

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :
**Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal
(Québec), H2L 2Y7 • Téléphone : (514) 523-5998**

Décembre 1989. Richard, 15 ans, atteint de fibrose kystique depuis sa naissance, est réuni, avec trois amis dans la même situation, et une infirmière de l'hôpital où il est soigné. Ils discutent avec un chercheur de l'émission *L'heure juste*, animée par Jean-Luc Mongrain, au réseau Pathonic - Télé-Métropole.

THE SHOW MUST GO ON MONGRAIN DE SABLE

ROBERT GERVAIS ET DANIEL LEGAULT

Ils s'entendent tous ensemble pour faire une émission sur cette maladie et son évolution. On verra «comment les ados font face à une maladie mortelle». Le chercheur précise que tout est correct et qu'il ne manque que l'approbation de l'animateur J.-L. Mongrain.

Il faut dire qu'à cette époque-là, on donne Richard comme condamné à mourir très bientôt. Il a été admis à l'hôpital avec deux pneumo-thorax récalcitrants; on le met aux soins intensifs, où il demeurera plusieurs semaines. Il est continuellement branché sur deux drains qui lui passent à travers les côtes jusqu'aux poumons. Le projet d'émission l'enthousiasme, il veut participer, malgré qu'il ne peut se lever et doit subir plusieurs interventions chirurgicales. Il est sauvé, pour le moment. Il demande alors où et quand, avec Jean-Luc Mongrain, il pourra parler de ses misères et de sa maladie, faire savoir au monde ce qu'il vit, associé à un homme écouté par tous.

Or, cette maladie-là est imprévisible. Et Richard, c'est un dur! Il se bat contre la maladie, résiste, avec le résultat que son état s'améliore au point qu'il peut quitter les soins

intensifs et reposer dans une chambre ordinaire. Richard n'est plus mourant.

Le projet d'émission avorte. Richard écrit au chercheur pour exprimer sa déception. Celui-ci, sentant probablement la soupe se réchauffer, y répond le 3 avril 1990, disant qu'il y a eu malentendu, que le projet portait depuis le début sur des jeunes suicidaires, et que seuls des jeunes (introuvables) «avec la tentation de mettre fin à leur vie» pouvaient «vraiment lancer un appel à la vie».

Richard a maintenant 18 ans. C'est un garçon un peu fataliste. Réservé, doux, brillant, il s'intéresse aux mêmes choses que bien des jeunes de son âge: le rock, le pool, les filles... et la vie.


Il est formel: JAMAIS il n'avait été question de suicidaire dans les discussions autour du projet d'émission. Dans la jase entre le chercheur et les trois jeunes, il n'a JAMAIS été question de suicide. Déçu, il est certain qu'une agonie l'aurait rendu plus intéressant pour la télévision. Le show aurait été meilleur... 



PHOTO YVES PROVENCER

PHOTO DENIS RIOLUX



MICHÈLE ROULEAU: L'EMPÊCHEUSE DE DANSER EN ROND?

MICHÈLE ROULEAU APPELLE UN CHAT, UN CHAT, ET UN ABUS DE POUVOIR, UN ABUS DE POUVOIR. CELA A VALU À CETTE JEUNE FEMME DE 36 ANS, OJIBWAY PAR SA MÈRE ET QUÉBÉCOISE PAR SON PÈRE, AINSI QU'À L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES QU'ELLE A PRÉSIDÉE JUSQU'À L'AUTOMNE DERNIER, D'ÊTRE LA MAUVAISE CONSCIENCE, L'EMPÊCHEUSE DE DANSER EN ROND DES GRANDS CHEFS AUTOCHTONES.

MARTINE D'AMOURS

Se vantent-ils d'être les dépositaires de traditions où les femmes sont respectées et voilà qu'on leur rappelle poliment la violence familiale endémique qui sévit dans leurs communautés. Négocient-ils l'enchâssement de l'autonomie gouvernementale autochtone dans la Constitution qu'on exige que ces gouvernements soient soumis à la Charte canadienne des droits, histoire de garantir le droit des femmes à l'égalité.

Ce qui peut nous sembler débats d'initiés-es revêt pourtant, dans les communautés autochtones, un caractère très concret.

En 1985, suite aux pressions de l'Association, le Gouvernement fédéral adoptait la loi C-31 qui, modifiant l'antique loi sur les Indiens-nes,

redonnait leur statut aux Indiennes qui avaient épousé des Blancs, ainsi qu'à leurs enfants. Victoire pour ces femmes? Certes. Mais l'application de la loi, c'est-à-dire la possibilité pour elles de réintégrer les réserves, a soulevé et soulève encore beaucoup de résistances dans les communautés autochtones.

«Les C-31», comme on les appelle, ont dû se battre contre leurs «frères indiens» pour être réadmisés; dans certains cas, on leur a refusé l'accès à des emplois et fermé les portes de l'école à leurs enfants. «Leur grande peur, explique Michèle Rouleau, c'est qu'en l'absence d'une protection par la Charte des droits, l'autonomie gouvernementale serve de prétexte pour revenir en arrière et pour permettre aux communautés de dire: la loi C-31 ne s'applique pas chez nous.»



PHOTOS: YVES PROVENCHER

FAUX ARGUMENTS, DOUBLE DISCOURS

Michèle Rouleau est allergique aux doubles discours. «La loi sur les Indiens est une horreur, dit-elle, mais beaucoup de ceux qui la dénoncent sont aussi ceux qui la perpétuent. Les opposants à la loi C-31 ont la même mentalité que la loi elle-même: ils catégorisent les Indiens et excluent ceux et celles qui n'ont pas de numéro de bande. Ils disent: «Moi je vis sur la réserve et toi tu ne viendras pas sur ma réserve m'enlever quelque chose.» Je ne vois pas comment on peut penser un projet de société seulement en termes de réserves. Je vois seulement que cela en maintient certains au pouvoir. Les chefs sont élus selon la loi sur les Indiens, ils sont financés par le ministère des Affaires indiennes. Ils ont beau dénoncer la loi, ils l'appliquent quand même!»

De la même manière, la jeune femme réfute avec vigueur les arguments invoqués par les leaders autochtones mâles, ainsi que par un certain nombre de femmes, pour refuser la protection de la Charte des droits. À l'argument «on ne veut pas que la Charte soit plus forte que nos traditions», elle rétorque: «Quelles traditions? Avons-nous les mêmes d'un bout à l'autre du Canada? Voulons-nous les garder toutes? Il y en a déjà eu des traditions au Québec: les femmes à la maison avec les enfants. Peut-être que nous avons aussi ce genre de traditions et que les femmes n'en veulent plus?»

Quand on lui dit que «la Charte est une affaire de Blancs», la réponse ne se fait pas attendre. «Quand on ouvre la Constitution, la première partie, c'est la Charte des droits, et la deuxième, celle des droits autochtones dans laquelle les chefs veulent faire enchâsser le droit à l'autonomie gouvernementale. En quoi la première partie de la Charte serait-elle plus «blanche» que la deuxième?»

«C'est inconcevable, poursuit-elle, que des chefs qui prétendent vouloir changer les choses ne veuillent pas donner la garantie qu'un gouvernement autonome autochtone sera responsable et n'abusera pas de son pouvoir sur ses citoyens. Pourquoi les gouvernements autochtones n'accepteraient-ils pas de limiter leur pouvoir, comme tous les autres gouvernements au Canada?»

L'AUTO-GUÉRISON

Bien des Québécois-es tiquent sur le fait que «les Indiens ne payent pas d'impôts



«On ne peut pas faire l'autonomie avec des sociétés ou l'on s'entre-tue.»

ni de taxes». Replaçons d'abord les choses: pour être exempté-e d'impôt, il faut vivre sur une réserve et travailler. Cela exclut bon nombre d'Autochtones. Les autres, selon Michèle Rouleau, payent la facture autrement: «ils subissent les conséquences de vivre sur une réserve, le climat social déprimant, le milieu fermé, la méfiance, les suicides, la violence.»

La violence. Quand Michèle Rouleau a pris la barre de l'Association des femmes autochtones du Québec (AFAQ) en 1987, les femmes commençaient à en parler dans les communautés. En cinq ans, une première étape a été franchie: la majorité des communautés ont admis l'ampleur de la violence familiale. «Je suis convaincue qu'on peut en venir à bout, mais ce sera long. Les dix prochaines années seront sans doute les plus dures, parce que plusieurs femmes sont prêtes à dénoncer leurs agresseurs et même à aller devant les tribunaux, mais qu'elles seront prises à vivre dans le même système. Elles devront vivre tout près de leur agresseur, dans la peur, sans ressources de *counselling* ou de soutien. J'ai l'impression que les gouvernements ne se doutent pas de l'ampleur de ce qui va éclater.»

Sur la question de la violence familiale, comme sur celle du fort taux de suicide

chez les jeunes Autochtones, les leaders autochtones ont tendance à blâmer la loi sur les Indiens-nes, l'acculturation et le mépris dont leurs peuples ont été victimes. Michèle Rouleau, quant à elle, estime qu'il serait trop facile de blâmer la société blanche pour tous les maux de la société autochtone. «C'est vrai que les conditions de vie dans les communautés sont extrêmement difficiles, mais on ne doit pas s'en tenir à ça. Il faut se poser des questions sur nos façons de fonctionner, changer d'air, faire notre bout.»

Elle ajoute même: «C'est en travaillant là-dessus chez nous qu'on va devenir autonomes. Il faut guérir le monde dans nos communautés. On ne peut pas faire l'autonomie avec des sociétés où l'on s'entre-tue.»

DE COLONISÉS-ES À AUTONOMES

Pour Michèle Rouleau, dans les conditions actuelles, la mise en oeuvre de l'autonomie politique est loin d'être évidente. «Il y a une transition à faire, il faut s'y préparer, le faire en toute connaissance de cause. Mais ce ne sera pas facile: on ne passe pas du jour au lendemain de plus d'un siècle de colonisation (la loi sur les Indiens-nes a presque 125 ans) à l'autonomie.»

Michèle Rouleau est née à Senneterre en Abitibi, de mère ojibway et de père québécois. La discrimination à l'égard des Autochtones, elle la découvre dans la vingtaine, au moment où s'élève une forte opposition à la mise sur pied du Centre d'amitié autochtone de Senneterre, dont elle sera la première directrice.

Quelques années plus tard, elle effectue une étude sur les regroupements québécois de femmes autochtones, pour le compte du Secrétariat d'État. C'est la découverte de l'Association des femmes autochtones du Québec, qu'elle présidera de 1987 à 1992.

Son travail l'amène à animer des ateliers et à donner de multiples conférences. Entre autres, elle est invitée à témoigner aux États généraux des droits de l'homme à Paris, en juin 1989, et préside le colloque *Justice blanche - Justice autochtone* de l'Institut interculturel de Montréal, en mai 1991.

Le 4 juin 1992, le gouvernement du Québec reconnaît son travail en lui décernant le *Prix de la Justice*. Le 10 décembre 1992, elle reçoit le *Prix Droits et Libertés*, de la Commission des droits de la personne du Québec.



Premier déficit à combler: le déficit démocratique, hérité et entretenu par 125 ans de tutelle. «Il n'y a rien à décider, parce que tout est dicté par la loi. Tout passe par le conseil de bande. Même le financement pour les problèmes de violence doit passer pratiquement par le conseil de bande. Y a-t-il une autre société, une ville où il faut toujours recevoir l'aval du conseil municipal avant de faire quelque chose?»

Rien n'oblige les conseils de bande à consulter leurs citoyens-nes. Certains conseils n'ont pas tenu une seule assemblée publique en 20 ans. Il y a des programmes où le conseil de bande est davantage redevable au ministère des Affaires indiennes qu'à sa propre population. Il y a des leaders qui reviennent dans leurs communautés en disant: «Je suis allé à une grosse réunion, mais je ne peux pas vous en parler, c'est trop compliqué.» Autant d'aberrations pour Michèle Rouleau qui estime «qu'il y a tout un exercice de révision de notre fonctionnement à faire dans les communautés et on n'a pas besoin d'avoir une entente sur l'autonomie pour le faire. On peut le faire tout de suite.»

Elle se réjouit par ailleurs de ce que les positions prises par l'Association aient pu favoriser l'expression d'idées différentes. «Jusqu'ici, quand un Indien disait des conneries, on était trop poli ou trop gêné pour le contredire. Mais je pense que c'est en train de changer, qu'on a cessé d'avoir cette attitude paranoïaque face au monde extérieur, cette solidarité malsaine qui décourage l'exercice de la démocratie.»

Le grand défi de la transition? «Il faut donner plus de pouvoir aux gens, les habituer à être plus responsables. On entend surtout le discours des droits, mais on oublie de parler des responsabilités qui viennent avec. Le jour où on aura le contrôle de nos affaires, il faudra les faire fonctionner. Ça prendra du monde compétent, formé. Et même si les gens dans les communautés n'aiment pas entendre parler de payer des impôts, il faudra bien dire que quand on va gérer nos programmes, quelqu'un va devoir payer. Il n'y a pas une société où tout est gratuit; ça ne pourra pas être le cas dans les sociétés autochtones.»

PARTAGER LE TERRITOIRE

L'autre grand défi, c'est évidemment d'apprendre à vivre ensemble, Autochtones et Québécois-es, sur le même territoire. Michèle Rouleau, qui est un condensé de presque toutes les composantes

qui habitent le territoire du Québec (père québécois, mère indienne, *chum* anglophone), répète souvent, au cours de l'entrevue, «qu'on ne peut plus continuer comme ça, dans la méfiance et l'isolement les uns des autres», que «ça va péter», et qu'au fond «ça serait relativement simple à régler».

«Pourtant, fait-elle valoir, il y a déjà des projets conjoints qui fonctionnent, mais on n'en parle jamais. Il y a des caisses populaires à Kahnawake et dans des communautés cri. Y a-t-il quelque chose de plus représentatif des Québécois qu'une caisse populaire? Ça fonctionne bien, et ça constitue même un pas vers l'autonomie, parce que des Autochtones apprennent à gérer et à faire fonctionner leurs propres affaires, mais on n'en entend jamais parler, précisément parce qu'il n'y a pas eu de chicane.

«Ce qui est difficile de faire comprendre aux Québécois, c'est que l'autonomie autochtone ne leur enlèvera rien. Que les Autochtones gèrent leurs programmes et leurs affaires ne changera rien à la vie des Québécois. Là où ça risque de changer quelque chose, c'est sur la question du territoire. Pas tant du territoire lui-même, que de la façon de l'occuper et de le gérer. Mais c'est incontournable: les Autochtones ne peuvent pas construire des entreprises et gagner leur vie sur les enclos que constituent les réserves; le principal pré-requis à leur développement, c'est l'accès à des territoires.»

Selon Michèle Rouleau, les gens gagneraient à mieux connaître l'entente de la Baie James, qui classe les terres en trois catégories, dont certaines sont sous le plein contrôle des Cris, alors que d'autres prévoient un partage des pouvoirs avec les gouvernements. «Personne ne réalise que pour certaines choses, la ville de Val d'Or fait partie du territoire cri. Non pas pour l'administration de la ville, mais pour la dispensation des services: un Cri qui réside à Val d'Or reçoit les services



du gouvernement cri.

«De la même manière, qu'est-ce que ça changerait dans le quotidien des gens si c'étaient les Montagnais qui géraient la pêche au saumon sur la Côte-Nord? Certains Québécois véhiculent l'idée que les Indiens ne sont pas responsables, qu'ils vont abuser. Ça, c'est l'exercice à faire du côté indien: exercer le pouvoir tout en sachant qu'il y a un prix à payer pour les abus, démontrer qu'on est capables de le faire. Le défi des Québécois est au moins aussi grand: apprendre à faire de la place, apprendre à faire confiance. Ce ne sera pas facile: ils ont été élevés dans l'idée qu'ils sont propriétaires du territoire, qu'ils auraient gagné une guerre et que les Autochtones l'auraient perdue.»

UN CHOIX QUI N'EN EST PAS UN

Les Québécois-es n'auront d'ailleurs pas le choix de bouger, estime Michèle Rouleau, pas plus d'ailleurs que les chefs autochtones qu'une jeunesse impatiente pousse dans le dos. «Ça ne peut plus durer, affirme-t-elle. Il y a eu des chicanes,

des barricades. Les femmes qui viennent à l'Association disent qu'elles ne voudraient pas d'un autre Oka chez elles. Elles ne le veulent pas, mais ça peut se produire, parce que les réserves sont devenues invivables et que les gens ne voient pas de moyens d'en sortir. Nous avons le choix entre la confrontation perpétuelle et la décision de nous réorganiser autrement.

«Il ne s'agit pas de refaire le monde, insiste la jeune femme. De toutes façons, les Indiens ne sont pas assez nombreux pour développer une société totalement à part. Non, il s'agit de voir comment on peut se partager les choses. Si on peut dépasser la phase d'opposition, il sera possible de développer des projets conjoints ou, du moins, d'échanger des expériences.» Cela se vit déjà, à petite échelle, entre les femmes autochtones et québécoises engagées dans la lutte contre la violence.

Développant leur propre vision du problème, les femmes autochtones ont quéqué l'expression «violence conjugale» pour celle de «violence familiale», n'en déplaise à certaines féministes québécoises. «Le milieu autochtone est petit et la violence, quand elle survient, concerne l'homme, la femme, les enfants et même une partie du voisinage. En utilisant l'expression «violence familiale», nous avons voulu que personne ne se sente mis de côté. En outre, il est impossible de régler le problème seulement avec les femmes. On ne peut quand même pas toutes les sortir de la communauté! Tout le monde doit donc être impliqué dans la recherche de solutions.»

«Jusqu'ici, quand un Indien disait des conneries, on était trop poli ou trop gêné pour le contredire. Mais je pense que c'est en train de changer, qu'on a cessé d'avoir cette attitude paranoïaque face au monde extérieur, cette solidarité malsaine qui décourage l'exercice de la démocratie.»



MARYSE ROBERT

BRANSON, MISSOURI: FAST FOOD ET MUSIQUE COUNTRY

Imaginez un peu si St-Tite devenait, en quelques années, la capitale mondiale de la musique country et recevait annuellement 8 millions de visiteurs. Il y a de quoi être étourdi-e. La petite ville de Branson, c'est un peu ça.

Située au centre des États-Unis dans l'État du Missouri, Branson compte moins de 4 000 habitants-es. Pourtant, on y retrouve plus de 30 salles de spectacles comprenant 55 000 sièges, soit 10 000 de plus que sur Broadway à New York. L'heure de pointe, c'est de 9 heures le matin jusqu'aux petites heures de la nuit. Ici, les spectacles commencent tôt, c'est-à-dire dès 10 heures le matin. En saison estivale, 30 000 automobiles avancent pare-chocs à pare-chocs venant de tous les coins des États-Unis. Une compagnie aérienne, Branson Airlines, dessert aussi la région.

Les visiteurs dépensent plus de 1,5 milliards \$ US par année dans ce petit village des montagnes Ozard. Branson, c'est la destination la plus populaire aux États-Unis après Orlando (Floride) et son Disney World.

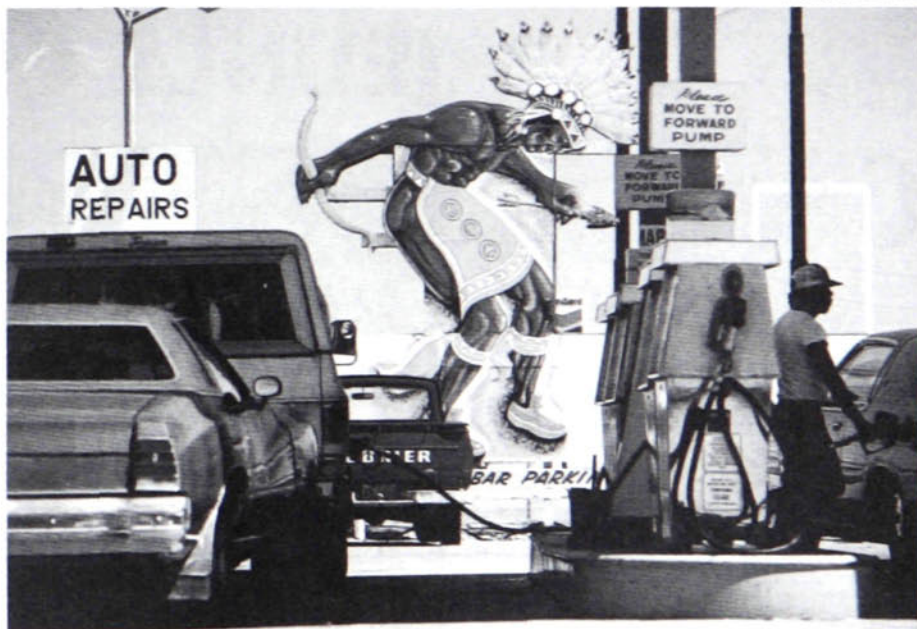


PHOTO VOLKER HINZ

TÉLÉROMAN À SUIVRE

Une atmosphère de néon entoure le village; ici, on consomme de la musique country sept jours par semaine. Mais, la vie sociale de Branson n'a pas toujours été aussi animée. Cela a commencé dans les années 60, quand un téléroman, *The Beverly Hillbillies*, s'est servi d'un village d'antan situé tout près de Branson comme plateau de tournage. Un résident de la place, Lloyd Presley (aucun lien de parenté avec Elvis), y a construit un petit théâtre pour divertir les touristes qui venaient visiter le village d'antan *Silver Dollar City*. Peu à peu, d'autres salles de spectacles furent construites et Branson s'est finalement développé à un rythme exponentiel pour devenir le monstre qu'il est aujourd'hui.

Si on vient à Branson, c'est d'abord pour y voir des spectacles de musique country. Très souvent, ce sont les vedettes elles-

C'est la destination la plus populaire aux États-Unis après Orlando (Floride) et son Disney World.

mêmes qui sont propriétaires des salles. Il y en a pour tous les goûts. Un des spectacles les plus populaires est celui de Shoji Tabuchi, un japonais qui s'est installé aux États-Unis après avoir eu le coup de foudre pour la musique country. Il est le violoneux de la place.

Cet engouement pour Branson ne réjouit cependant pas tous-tes ses résidents-es. Les déchets et la pollution causent d'énormes problèmes au village. Et la qualité de vie s'en ressent. Le prix des maisons a grimpé en flèche au cours des dernières années.

Or, Branson n'a pas fini de croître. De nouveaux théâtres seront construits; plus de touristes se rendront sur les lieux, en voyage organisé ou autrement. L'autoroute 76 qui nous conduit à Branson continuera d'être la source des embouteillages de cette capitale du *fast food* country.

VOU n° 243 • JUILLET - AOÛT 1993



TOUR DU QUÉBEC

MARC VALADE

ÊTES-VOUS DÉJÀ ENTRÉ-E DANS UNE PIÈCE OÙ DANSAIT UN GROUPE DEPUIS DEUX HEURES? N'EST-CE PAS QU'ON DISTINGUE ALORS FACILEMENT LES ODEURS FORTES? POURTANT LES OCCUPANTS-ES DE LA PIÈCE N'Y SENTENT RIEN: L'HABITUDE, QUOI.

C'est ce type d'expérience que viennent de faire Nete et Joao durant leur séjour au Québec. Originaire du Brésil, ce couple de jocistes avait été invité à l'occasion du Congrès National de la Jeunesse Travailleuse, organisé par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne du Québec. Je leur ai demandé de partager leur impression sur l'état de la jeunesse au Québec: «Après avoir fait la tournée d'une dizaine de villes, nous avons constaté que les jeunes d'ici devaient affronter une dure réalité. Le chômage est prédominant; les emplois, précaires et insatisfaisants. Une certaine pression sociale semble peser sur les jeunes qu'on accuse de ne vouloir rien faire et qui sont malgré eux confrontés au **ne pouvoir rien faire**. L'estime de soi, dans ce contexte, n'est pas forte. Une bonne majorité semble s'être laissée embarquer dans l'idéologie de la consommation et de l'individualisme, ce qui est triste.»

INVESTIR L'ARÈNE POLITIQUE

Mais nous avons aussi rencontré des jeunes, dans les groupes de JOC, critiques face aux politiques gouvernementales et au projet néo-libéral qu'elles sous-tendent. Plusieurs voudraient participer à un processus de changement pour rectifier les problèmes socio-économiques actuels.

Le congrès du 1^{er} mai 1993 à Sorel reflète cette volonté. Quelque deux cents personnes ont pris connaissance de l'analyse préparée par le mouvement suite à quelque 1 400 enquêtes. Le chômage et les politiques néo-libérales du Gouvernement sont apparus comme des enjeux majeurs. Des moyens concrets ont été adoptés, par catégorie d'emploi, pour permettre un engagement basé sur des

LE CONGRÈS NATIONAL DE LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE: LA LAMBADA MILITANTE DES JEUNES CATHOS



PHOTO: FREDERIK SALMON

résultats atteignables.

La majorité des participants-es à ce congrès étaient des jeunes travailleurs-ses avec ou sans emploi, de plusieurs régions du Québec. Mais il y avait aussi plusieurs membres d'organismes et de mouvements solidaires. Ce fut encourageant et espérant. À une époque où les jeunes ont peu conscience des histoires de luttes d'ici, parce qu'on leur enseigne «les conquêtes de l'Empire», les jeunes ont besoin de témoins, de groupes et de mouvements. D'abord pour apprendre la démocratie participative et active, ensuite pour dire le type de société qu'ils veulent et enfin commencer à la construire en concertation avec les autres secteurs populaires et étudiants.

«Le grand défi des mouvements d'action catholique nous apparaît de convaincre les jeunes de sortir de la passivité. À cela devrait se greffer la nécessité d'unifier vos objectifs et vos luttes, entre secteurs de la société, pour investir l'arène politique. Car ce dernier champ nous apparaît encore en friche, dans le mouvement populaire et étudiant au Québec. Dans notre pays, au Brésil, le travail concerté de la JOC et de la JEC ont permis, sans perdre nos identités propres, un travail d'organisation, de formation et de mobilisation de la jeunesse dans une même direction de transformation sociale et politique. C'est possible!»

Alors? Ça ne vous donne pas le goût d'ouvrir une fenêtre?

EXCELLENCE EN FRANCE, EXCELLENCE AU QUÉBEC: MÊME DISCOURS

PIERRE HAMEL

Jean-Pierre Le GOFF
Le mythe de l'entreprise
Éd. La Découverte / essais, 1992, 308 p.

Après l'autoritarisme patronal, suite à l'organisation tayloriste du travail, voici venu le temps de l'entreprise du «troisième type», balisée par «l'idéologie managériale». Essentiellement, il s'agit du discours qui fonde, tout en les justifiant, les pratiques de gestion dite «management participatif» ou «partagé». Ce dernier n'a de cesse d'en appeler à la mobilisation des employés-es pour assurer la survie et la compétitivité de l'entreprise. Drapées dans une éthique de la transparence, les directions d'entreprises mettent à profit le vocabulaire et les ressources de la psychologie comportementale, ainsi que les relations humaines. Ainsi, chacun-e est convié-e à «s'auto-évaluer» et à «s'investir» dans la communauté-entreprise, dont les mots d'ordre, de même que les valeurs communément acceptées, forment, selon une expression que l'auteur reprend à son compte, «la Règle, au sens monastique du terme».

Toute la première partie de cet ouvrage est consacrée à démystifier l'entreprise, le nouveau style de gestion et leur vitrine idéologique. Cette «idéologie managériale» (dont la deuxième partie retrace l'évolution historique) induit des effets destructurants sur le langage et la sémantique (sa référence à l'éthique en est un exemple patent), ce qui tend à accélérer le processus de l'homogénéisation sociale et culturelle. L'on aboutit à des rapports sociaux dénaturés au sein de l'entreprise, mais aussi dans l'ensemble de la collectivité.

Sous le vernis tout neuf de l'humanisme entrepreneurial, se profile peut-être une forme subtile du totalitarisme récurrent.

Le mythe de l'entreprise



La Découverte /

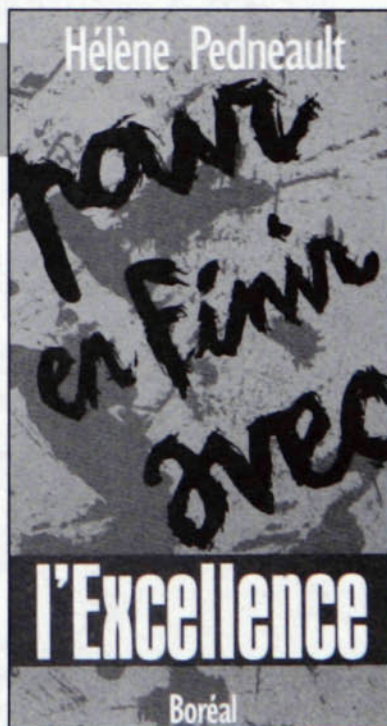
Hélène Pedneault

Hélène PEDNEAULT
Pour en finir avec l'excellence
Boréal, 1992, 318 p.

L'auteure s'emploie – avec des détails croustillants dans un chef-d'œuvre du style humoristique, abondamment assaisonné de sarcasmes – à étayer le caractère provisoire, voire éphémère, de l'excellence. C'est ainsi «... que les excellents du moment n'ont qu'à bien se tenir après les oreilles de leurs trophées: [car] ici, on a l'excellence et la reconnaissance bien courtes, et aussi variables que la température.»

Et encore. Si les «méfaits» de cette «damnée trinité: potion, poison, prison» se limitaient au *showbusiness*, peut-être serait-il possible de s'en accommoder. Le domaine du sport organisé, mais aussi celui de l'école, ainsi que la sphère médicale et tutti quanti. Rien n'échappe au contrôle de ce qui «n'est qu'un mensonge, comme Ginette Reno n'est qu'une chanson». Sans parler, bien sûr, du monde des affaires qui, au début des années 80, afin de «se requinquer», a sauté «à pieds joints dans l'image de la Trinité (tiens, en voilà une autre!), un seul Dieu en trois personnes: l'entreprise, l'excellence et le profit.»

Mais, objectera-t-on, l'excellence n'est-elle pas, après tout, que l'expression du désir légitime de réalisation de soi au moyen d'une saine émulation avec autrui? Certes. Mais «il y a l'impardonnable glissement du verbe être au verbe avoir, de l'être au paraître.» C'est pourquoi, «Moi, Hélène P., si peu excellente...», «je réclame un coup d'être dans la gueule du paraître.»



MONTRÉAL, AVENUE MONT-ROYAL. DES COMMERCES DISPARAISSENT ET D'AUTRES NAISSENT, ILLUSTRANT À MERVEILLE LE MARASME QUI ÉTOUFFE MONTRÉAL. DES BOUTIQUES DE MEUBLES USAGÉS, DES VENDEURS DE LIVRES USAGÉS, DES MAGASINS DE DISQUES USAGÉS. ET DES PRÊTEURS SUR GAGE, CES MARCHANDS QUI VOUS AVANCENT QUELQUES DOLLARS EN ÉCHANGE D'UNE GARANTIE MATÉRIELLE, LE GAGE. LES *PAWNSHOPS*, COMME ON LES APPELLE FAMILIÈREMENT, ONT ENVAHI LES QUARTIERS POPULAIRES DE LA VILLE DEPUIS QUELQUES ANNÉS. CES COMMERCES ONT TOUJOURS EU PIGNON SUR RUE À MONTRÉAL MAIS ON LES TROUVAIT SURTOUT AU CENTRE-VILLE.

BOUTIQUES DE PRÊT SUR GAGES L'ORDRE DES PAWNSHOPS

JEAN-FRANÇOIS GAZAILLE

Or, selon plusieurs, le marché du prêt sur gage serait en pleine expansion. «D'après moi, il y a peut-être 50% plus de prêteurs sur gage maintenant qu'en 1990», avance Pete Sakaris, propriétaire de *Prime Pawnshop*, rue Sainte-Catherine. Il y en a au moins une vingtaine à Montréal et autant sur la rive-sud. Le phénomène semble aussi prendre de l'ampleur ailleurs en province: Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke n'y échappent pas.

Et ce n'est qu'un début. En décembre dernier, un journaliste de Radio-Canada rapportait que la police de la CUM prédisait que l'implantation d'un casino à Montréal allait encourager le marché du prêt sur gages et de «l'usure». Les prêteurs ne désavouent même pas ces prédictions. «Regarde à Atlantic City: y a plein de *pawnshops*...», dit Gérard, qui fait ce métier depuis des années. «Je crois qu'il va y en avoir de plus en plus», prévoit également Pete Sakaris.

Les policiers ne portent pas les *pawnshops* dans leur cœur. «On y trouve régulièrement du matériel volé», dit le lieutenant-détective Marcel Rochon, du poste 34. Les prêteurs jurent qu'ils n'achètent jamais de la marchandise volée. «La police vient vérifier notre *stock*», assure Pete Sakaris.

Toutes les espèces de la faune urbaine se côtoient dans cet univers insolite. «Nos clients, c'est n'importe qui», dit Pete Sakaris. Des toxicomanes, des prestataires du Bien-être social, mais aussi des gens riches qui se retrouvent dans une mauvaise passe. Mais le client-type, selon un prêteur du nord de la ville, «c'est un gars d'une trentaine d'années qui vient laisser en garantie du matériel électronique.» Mais, ajoute-t-il, il y a toujours «des vieilles madames qui viennent avec leurs bijoux.»

Ce n'est cependant pas la joaillerie qui paie le beurre des prêteurs. C'est plutôt la multitude de chaînes stéréo, de téléviseurs, d'instruments de musique, d'appareils photo et de disques compacts qui emplissent leur boutique.



PHOTO D. LEGAULT



PHOTOS D. LEGAULT

LA BONNE RÉCESSION

Règle générale, le prêteur avance une somme équivalant à environ 15% de la valeur de l'objet laissé en gage. S'il n'est pas remboursé dans les délais convenus, il met l'article en vente. Mais les prix de vente sont rarement plus avantageux que ceux pratiqués par les commerces d'articles usagés. Le prêt sur gage est une vraie mine d'or. «15 000\$ de prêts me rapportent environ 3 000\$ par mois», confie Gérard. «Je fais ce métier depuis quatre ans et je vis bien», admet Pete Sakaris.

Les prêteurs sur gage sont parfaitement conscients que la santé de leur commerce est tributaire de la pauvreté et de la misère. «La récession, c'est une bonne raison d'exploiter une *pawnshop*», avoue sans détour Pete Sakaris qui s'empresse cependant de souligner qu'il ne profite pas de la mauvaise passe financière de ses clients, il «vend du *stock*».

IDENTITÉ MULTIPLE

Étrangement, malgré leurs activités commerciales à prime abord tout à fait légales, la plupart des prêteurs préfèrent en donner une définition équivoque.

«Nous faisons du rachat (du *“buy-back”*), c'est-à-dire qu'un client nous vend un objet à un certain prix – en fait, pour une fraction de la valeur réelle – et il peut, selon les délais convenus, venir le récupérer en échange d'un montant légèrement plus élevé», tente d'expliquer l'un d'entre eux.

«C'est sûr qu'on joue un peu sur les mots, déclare Gérard. On dit qu'on offre un service d'entreposage d'équipement (de *storage*) et que les intérêts déboursés sont en fait des *acomptes de rachat*.»

Si le prêt sur gage n'est pas illégal, pourquoi alors toutes ces combines? Selon William Schabas, professeur de droit à l'UQAM, la formule du *buy-back* ne serait qu'un moyen de dissimuler l'ampleur des

Si on ne s'en tient qu'aux vertus des onguents magiques que les gouvernements ont appliqués sur les plaies béantes de l'économie, il se pourrait bien que dans six mois, vous soyez pognés-es pour financer vos cadeaux de Noël avec votre micro-onde. Certains prêteurs ouvrent le dimanche...



PHOTO FRANCIS BOUDREAU

taux. Il est en effet criminel d'imposer un taux d'intérêt annuel excédant les 60%.

«C'est sûr que mes taux ont l'air élevé sur une année mais il ne faut pas le regarder de cet œil, dit Gérard. C'est un dépannage à court terme. Il faut rembourser sa dette rapidement. Comme ça, ça fait moins mal au portefeuille.»

L'INFLATION DU SYNTHÉTISEUR

Ce que n'a pas fait Michel (nom fictif), qui garde un très mauvais souvenir de sa dernière transaction avec un prêteur.

Mai 1993, ses fonds de tiroirs ne suffisent plus à payer ses comptes. Il laisse son synthétiseur en gage chez un prêteur de la rue Sainte-Catherine en échange de 80\$. Selon l'entente convenue, il devait, en plus de rembourser sa dette, payer des intérêts et des frais de remisage mensuels, respectivement de huit et de quatre dollars. «En tout, ça équivalait à un taux de

15% par mois. Ça fait 180% par année!»

Il commet malheureusement l'erreur de ne pas lire attentivement les clauses du contrat au bas duquel il avait pourtant laissé sa griffe, et ne se fie qu'à l'entente verbale établie avec le prêteur. Trois mois plus tard, il entend honorer sa dette. À son grand étonnement, son synthétiseur est dans la vitrine de la *pawnshop*. «Selon l'entente verbale, je n'avais qu'à lui rembourser mon prêt de 80\$ et 36\$ en intérêts mensuels pour récupérer mon synthé. Il n'avait jamais été question d'un délai fixe de 30 jours», soutient Michel. Néanmoins, il l'admet, le contrat écrit était relativement clair.

Il parvient tout de même à reprendre son bien. Non sans avoir dû déboursier la somme de 220\$ «pour compenser le manque à gagner du commerçant». Comble de l'arrogance, le prêteur refuse de lui émettre un reçu. «En quittant la boutique, j'ai eu l'impression qu'il était content de m'avoir roulé.»

PIERRE PERRAULT, CINÉASTE:

«LE CINÉMA NE M'INTÉRESSE PAS...»

DANIEL LEGAULT

AU SECOURS DE LA NON-FICTION



Au Québec, les postes de prophètes sont contingentés. Pierre Perrault, en France, fait des malheurs: les événements artistiques qu'il organise attirent les foules. Donner la parole, montrer des gens qui vivent, c'est ce que Perrault a fait. Prolifique entre 1960 et 1975 comme cinéaste, poète, et homme de paroles, Pierre Perrault est né à Montréal en 1927 avant de faire des études en droit qu'il essaie d'oublier...

LE CINÉMA VÉCU

Récemment, le journal *Voir*, après enquête, a placé *Pour la suite du monde* parmi les 10 meilleurs films québécois de tous les temps. À travers les films plus jeunes, cette oeuvre de Perrault détonne. Pour les jeunes, et les jeunes cinéastes, Perrault est un cinéaste aîné, c'est-à-dire un cinéaste obscur, mystifié. Ses films ne sont pas présentés souvent. Comment en parler à des gens qui ne les ont pas vus; ce n'est évidemment pas de la fiction, mais est-ce bien ce qu'on entend d'habitude par du «documentaire»? Non. Y a-t-il chez les plus jeunes cinéastes des traces de la démarche de Perrault, qu'on désigne habituellement comme celle du «cinéma vécu»? «Non, je ne crois pas, dit Perrault. Malheureusement. J'ai passé une certaine d'heures avec Stéphane Drolet et Denis Villeneuve avant qu'ils ne partent faire "La Course Destination Monde", ils semblaient très intéressés et attirés par mon travail, mais ils ont fait des «demi-fictions»!»

Perrault ne comprend pas pourquoi les Français ne pratiquent jamais ce cinéma direct. Il rappelle que les Français font un cinéma très intellectuel, mais que sur le nombre de réalisateurs-rices là-bas, c'est surprenant de constater cette absence. «Il y en a beaucoup qui font ce cinéma pour la gloire. Quand on fait du cinéma pour des Oscars, on ne fait pas ce que je fais! Moi le cinéma ne m'intéresse pas. Ça a toujours été une façon de me rapprocher des gens. Et ce sont les gens qui m'intéressent.»

Perrault utilise le terme «cinéma vécu» à contrecœur. Le qualificatif «vécu» lui semble bien prétentieux. Mais on imagine Perrault dire aux jeunes ce que le père dit à la fille dans son livre *Au coeur de la rose*, avec un simplisme et un réalisme paysans: «Tu ne vivras pas une autre vie que la tienne.»

Malgré ce que peut laisser croire l'extrémisme de ses propos, Perrault apprécie certains films de fiction, ceux en tous cas qui lui procurent «le sentiment très fort qu'on ne me raconte pas une histoire pour m'endormir». Les premiers films de Charlie Chaplin, par exemple, où Perrault distingue que la caméra est un prétexte. «Peut-être que Charlot était un grand cinéaste parce que sa démarche était plus poétique que cinématographique.» On pourrait adresser à Perrault le même commentaire.

Perrault se définit souvent comme un technicien. On devrait plutôt parler de documentaliste, au service d'une vérité historique. Dans un de ses films sur

LA POÉSIE DE PERRAULT

Il est devenu méfiant, Perrault poète: il ne croit plus tous les royaumes promis dans la parole officielle (qui hantent sa poésie à lui). Comme un travailleur de la terre, il croit le temps qu'il fait.

La poésie de Perrault est une suite de proverbes, un site de proverbes populaires plus ou moins inventés. Dans ses vers pourtant libres, il fait rimer LANGAGE avec SAUVAGE. Ses livres sont une forêt truffée de références historiques...

Pierre Perrault

Pour la suite du monde

Récit

Photographies de Michel Brault



● L'HEXAGONE

l'Abitibi, Perrault reprend les images d'un vieux film de l'abbé Proulx, et les juxtapose, les intercale, à celles que lui-même a prises, notamment avec le concours d'Hauris Lalancette. Pendant quelques secondes, Proulx parle d'un royaume (le royaume promis); les secondes suivantes, Perrault parle de la réalité (d'une réalité sans exotisme). Plan de royaume; plan de réalité. Avec, pour les rythmer graphiquement, des lignes de sillons labourés. Cinéma-promotion; cinéma-témoignage. Le tout très clairement, avec un sentiment trop sérieux pour être appelé de l'ironie.

LES CINÉGÉNIQUES

Il s'est souvent fait demander comment il arrive à ce que ses personnages «oublient» la caméra, comment ils deviennent si «naturels». Il répond: «Les gens sont toujours "naturels", mais il ne faut pas leur demander de jouer, ce ne sont pas des comédiens!» «C'est sûr aussi qu'il faut choisir ses personnages; ceux que je prends ne sont pas les plus timides!» C'est un peu ce qu'il répond aussi quand on lui a reproché de ne pas filmer de femmes. «La pêche aux marsouins, ce n'était pas une affaire de femmes. La première femme à y aller, ça a été la mienne. Dans le film suivant, j'ai filmé un très beau personnage de femme, Marie Tremblay (qui avait peut-être dépassé l'âge de la coquetterie et de la timidité!)»

DES FILMS «PARLANTS»

Pierre Perrault appelle ses films du «cinéma vécu». Donner la parole, regarder vivre, c'est ce qu'il fait littéralement, depuis 35 ans. Encore plus que la fiction, il refuse l'américanisation, et une oppression culturelle «dont Bob Dylan est l'instrument qui s'ignore!» Il refuse «l'inter-

LE MATERNAGE PAR LE RÊVE

(Extrait d'une réponse de Pierre Perrault en entrevue avec Jean-Daniel Lafond, publiée dans *La Revue du Cinéma-Image et Son-Écran* de mars 1982.)

J'ai encore foi dans cet outil merveilleux d'une caméra qui peut, sans passer par la mythologie de la fiction et de la représentation, exprimer l'homme dans son humanité la moins littéraire et la moins cinématographique... L'homme dans sa condition... l'homme à l'abri du rêve de gagner à la loterie... du rêve d'épouser une princesse... à l'abri des contes de fées qui sont encore et toujours une forme d'impérialisme. Tous les messies, tous ceux qui proposent des paradis, tous les casinos, toutes les loteries sont toujours sortis gagnants. Ils ont exploité l'homme. Vous me direz que l'homme a besoin du rêve. Je réponds qu'il a aussi et surtout le droit de vivre et que, trop souvent, le rêve le dépouille de son réel et qu'il doit toujours en payer le prix, qu'il est toujours perdant dans cette transaction, qu'il échange sa vie pour des miroirs. Le spectateur de cinéma et de religion est un peu comme le sauvage dans la traite des fourrures: trois siècles plus tard il est encore au même point, il est habillé comme un blanc mais presque dépouillé de sa culture: ce sont les marchands qui s'en chargent... après s'être emparés de leur âme.

Ainsi quand on met en scène, à l'écran, une paysanne (à moins qu'elle n'attende un prince) incarnée (le mot décrit bien la chose et on en est toujours et encore à croire aux incarnations)... une paysanne incarnée par Jane Fonda ou Jeanne Moreau, que reste-t-il de la paysanne? En sorte que la paysanne qui regarde le film ne voit plus la paysanne du film ni ne s'incarne en elle (donc en elle-même) mais elle voit Jeanne Moreau, Simone Signoret ou Jane Fonda (je nomme celles dont je connais les noms). Ce sont les stigmates de Saint-François. L'homme est crucifié dans le Christ. Sublimé. Donc aliéné par la fiction. Réduit à une mythologie qui le choisit en lui promettant le Messie, la vie rêvée par Fellini ou Bergman; peu importe; c'est toujours du pareil au même.

Par ce terrible phénomène de la représentation dont toutes les religions ont usé et abusé, le cinéma à son tour en arrive à ensorceler un public, à lui faire croire au destin. Au bonheur. Et le bonheur, au fond, c'est d'aller au cinéma, de se laisser raconter des histoires.

Encore une fois je ne méprise pas les gens qui aiment qu'on leur raconte des histoires... mêmes fictives. Mais je m'inquiète de cette formidable et toute-puissante entreprise du cinéma qui a remplacé l'église dans l'oreille du sourd. De ce matraquage systématique. De ce maternage par le rêve.

nationalisation du progressisme» qui fait que Dylan prenait la défense à travers le monde d'un boxeur injustement condamné quand personne ne prend celle de semblables prisonniers d'ici. Pierre Perrault est un localiste.

Dylan est une vedette: on lui pardonne sa mauvaise prononciation. Perrault, qui fait aussi de la poésie, où les mots sont faciles à lire sinon toujours faciles à comprendre, est-il conscient que ses personnages de films (avec leur vocabulaire, leur prononciation) sont difficiles à comprendre, probablement de plus en plus avec les années et les décennies? Il le reconnaît. «Oui, j'ai fait des versions sous-titrées de certains de mes films. Mais certains me l'ont beaucoup reproché. Je viens aussi de terminer la transcription de *Pour*

la suite du monde, pour en faire un livre. Mais il faut faire un effort, comme lorsqu'on lit Shakespeare, même si c'est difficile. N'y a-t-il pas autant d'humanité chez les gens de mes films que chez Hamlet ou Macbeth?» Si Perrault prend l'ampleur de la comparaison sur ses épaules, c'est surtout qu'il aime, profondément, ses personnages...

SOURCES:

- Discussion publique après la projection *Pour la suite du monde*, à la Maison de la culture Côte-des-Neiges, à Montréal, le 23 mars 1993.
- Conversation téléphonique avec le cinéaste.
- *Toutes Isles*, Fides, 1963.
- *Au coeur de la rose* (Pièce en trois actes), éd. Beauchemin, 1964.
- *En désespoir de cause*, Éd. Parti-Pris, 1971.

BANGKOK:

TEXTES ET PHOTOS:

LAVÉ, LAVÉ

XAVIER LLUIS

Bangkok est une mégalopole de 10 millions d'habitants, submergée par le bruit et la pollution. La ville des paradoxes où la beauté et le raffinement contrastent avec la violence de la pauvreté la plus absolue; rien à voir avec les images stéréotypées des guides touristiques, ceux qui nous parlent d'exotisme, de richesse et d'opulence, en cachant toute référence à l'autre Bangkok, celle du silence des millions d'êtres humains condamnés à l'entassement et la misère.

Bangkok est la métropole anarchique d'un tiers monde où la misère prend un visage insupportable, avec ses problèmes d'inégalité sociale, sa pollution, son trafic d'enfer et sa surpopulation.



TOURISME ET PROSTITUTION

Les grandes avenues s'ouvrent au tourisme, qui est séduit par les hôtels de luxe, la vertigineuse vie nocturne, les salons de massage, les bars, et la plaie de cette ville: la prostitution.

À Bangkok, plus d'un demi-million de femmes cherchent à échapper à la misère en pratiquant le métier qui constitue la principale attraction pour le tourisme. Le sida s'abat sur cette population sans miséricorde, malgré cela, les autorités refusent de l'admettre.

Un autre fléau touche la Thaïlande: la prostitution infantile, qui attire un grand nombre de touristes européens et japonais en quête d'enfants de bas âge qui leur permettront selon eux d'échapper aux dangers du sida.



Des milliers de familles habitent sur des maisons flottantes malgré l'odeur dégagée par la rivière. Cette eau contaminée, les hommes, les femmes et les enfants doivent s'y laver, s'y baigner, y cuisiner, et la boire.



LES MAISONS SUR PILOTIS

En 1782, la capitale royale s'était installée sur la rive gauche du fleuve Chao Phaya. La croissance anarchique des dernières années transforme maintenant des centaines de canaux qui traversaient la ville en avenues; cependant, l'équilibre de ces «Klong» – appelés ainsi par les habi-



Les touristes de ce petit restaurant ignorent sans doute que l'eau contaminée de la rivière est utilisée pour les tâches ménagères... comme la vaisselle.



Le Temple du Bouddha d'émeraude: le visage spirituel de la Thaïlande, l'univers de la beauté et de l'harmonie, en décor somptueux et en musique, où l'ensemble des citoyens-nes vient laisser dons et offrandes. Dans un temple bouddhiste, on saisit la primauté que le bouddhisme accorde à la vie intérieure. Les Thaïlandais-és oublient ici la turbulence du quotidien, même s'il reste très proche (trois moines attendent qu'un travailleur finisse d'uriner, à côté du temple, pour le sermonner vertement). Tout près du temple où l'égalité prime, la réalité est toute autre, faite de pauvres et de riches (après son service monastique, un moine «ordinaire» rejoint sa Mercedes et son chauffeur à la sortie du temple)...

tants –, a été irrémédiablement détruit. En effet, des milliers de familles habitent cette masse d'eau contaminée. Ces hommes, femmes et enfants sont obligés de l'utiliser pour leur hygiène et leur alimentation.


d'oasis qui nous fait oublier la turbulence du quotidien.

Les moines contrastent dans le paysage de la ville, avec leurs habits safrans et leur tête rasée. Des femmes de tout âge les attendent chaque matin, à la sortie du temple, avec toutes sortes de dons.



SPIRITUALITÉ AU QUOTIDIEN

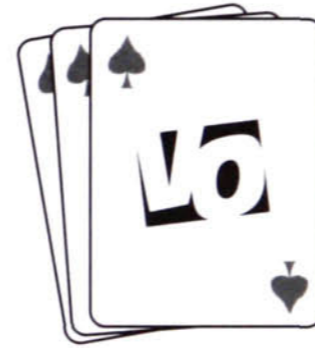
Dans chaque coin de la ville, des milliers de marchands ambulants offrent aux passants toutes sortes de fruits et de friandises; les petits sanctuaires qui abritent les divinités tutélaires des maisons nous montrent l'importance que les Thaïlandais octroient à la croyance religieuse. La Bangkok spirituelle est un désert plein

L'héritage hindou converge ici avec le bouddhisme: l'expérience mystique de l'absolu que le peuple thaï se révèle dans le *Theravada*, la voie de libération entre la raison et la passion, l'ascétisme et la sensualité. Le temps paraît s'arrêter dans la ferveur ardente des prières, c'est à cet endroit où on peut saisir dans tout son sens la primauté que le bouddhisme accorde à la vie intérieure. 

Les plus nombreux, les touristes japonais qui, grâce à la valeur de leur monnaie et de la proximité géographique, peuvent facilement aller en Thaïlande y dépenser beaucoup d'argent. La population thaïlandaise, qui n'a jamais été colonisée politiquement, porte encore les Japonais-es en haute estime...

LES JEUX D'ARGENT

PHOTO: YVES PROVENCHE



Avec la nationalisation des jeux de hasard, le Québec a peut-être fait un aussi bon coup qu'avec Hydro-Québec. Les petits génies de Loto-Québec ont récupéré le dernier trésor des pauvres: le rêve. Dorénavant, on paye pour rêver. Un rêve de six chiffres pour une vie meilleure. On se place à la queue leu leu et les files d'attente des jours de très gros gros lot ne sont pas sans rappeler les interminables rubans humains des soupes populaires des années 30. Et on mise. Même en sachant qu'il y a plus de chance de mourir poignardé sur la rue que de gagner les millions de la cagnotte. C'est que le rêve est ardent. Et payant pour le gouvernement, même mis au service de la charité.

Pour d'autres, le jeu est la porte d'entrée de l'enfer. Reconnue depuis quelques années par l'*Organisation mondiale de la santé* comme une maladie, le jeu compulsif fait certainement autant de victimes que n'importe quelle autre drogue. Particulièrement parmi les adolescents et les femmes. Avec l'ampleur époustouflante qu'il ne cesse de prendre, ce raz-de-marée de joueurs et de joueuses compulsifs-ves devrait nous inquiéter.

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR FRANCE PARADIS

GAGNER?

BYE BYE BOSS...

SYLVIE PAINCHAUD

MARCEL ET SA FEMME S'AFFAIRENT À NOURRIR LES OUVRIERS, POUR 3,25\$ LE COUVERT, DANS UN MINUSCULE RESTAURANT DE LA RUE BÉLANGER. C'EST COMME ÇA TOUS LES JOURS. «SAUF QUE...»



Par un beau mardi ensoleillé, les ouvriers se sont cogné le nez sur un écriteau indiquant «fermeture définitive». «Marcel et Jeannine ont gagné le gros lot de la 6/49», leur apprend le pâtissier du coin. Loto-Québec fait des heureux-ses? Détrompez-vous. Marcel avait tous les numéros gagnants de la 6/49, mais sur son billet de 6/42... Tout un coup! Il leur fallut des semaines pour rescaper leur gagne-pain et beaucoup d'humilité pour encaisser les taquineries de leurs fidèles clients-es. Sans parler du rêve évanoui...

RÊVE À VENDRE

«Pour un petit deux», Loto-Québec vend chaque année, à coups de milliards, une des rares choses qui soient encore gratuites dans notre société: le rêve. 1,3 milliards \$ en 91-92.

On ne rêve pas d'une vie de château lorsqu'on habite déjà un palace. Le rêve appartient à celui qui n'a rien, et cela, Loto-Québec l'a bien compris. Pour convaincre les Québécois-es qu'un jour ce sera leur tour, la société d'État engloutit annuellement plus de 15 millions \$ en publicité (2,40\$ per capita), soit cinq fois et demie de plus que nos voisins-es états-unien-ses qui n'allouent que 0,40\$ pour chaque citoyen-ne. La publicité s'adresse aux gens qui, comme Jeannine et Marcel, gagnent durement leur vie, en rêvant du jour où ils pourront la vivre. Une étude réalisée par Loto-Québec trace le portrait-type du gros acheteur de loterie: un homme de 50 ans, peu scolarisé, de milieu ouvrier. Vous le connaissez? Il débourse plus de 345\$ par année et représente, avec



...À DEMAIN!

ses compagnons de rêve, 34% des parts de ventes.

UN RÊVE INACCESSIBLE

Une femme, bénéficiaire de l'aide sociale avec ses deux enfants, qui gagnerait 10 000\$ subitement, se verrait privée de l'aide de l'État pendant un an. C'est donc avec son billet de loterie qu'elle devrait nourrir et loger sa famille, ce qui lui procurera un standard de vie identique, c'est-à-dire la misère. Si elle cache son gain à l'État, elle deviendra criminelle.

Son gros lot ne lui aura donc rien rapporté, mais c'est dans l'espoir de gagner le million qu'on sort quelques dollars de notre poche, et plus les millions du gros lot s'additionnent, plus nos poches se vident. Et pourtant, les probabilités sont plus que faibles. Une chance sur 14 millions. Autant miser sur la découverte d'un crocodile dans le Saint-Laurent. Et dire que certains-les achètent jusqu'à 80, 100, 200 chances sur 14 millions (le crocodile se change en iguane).

UNE TAXE DE RÊVE

Comme les profits de Loto-Québec sont tous versés au fonds consolidé de la province, c'est-à-dire avec tous les revenus de la province, l'achat de loterie constitue une taxe volontaire qui rapporte gros au trésor public. Depuis 1980, les profits de Loto-Québec ont triplé, passant de 150 à 450 millions \$. En 1991, elle se classait au 4^e rang des entreprises canadiennes pour ses bénéfices, talonnant Hydro-Québec qui occupait le 3^e rang.

Sans cesse à la recherche de nouvelles sources de revenu, le ministre des Finances, Gérard D. Lévesque, nomme Michel Crête à la tête de Loto-Québec. Avec lui allait commencer l'ère des «gratteux» et

la propagation de ce virus dans tous les dépanneurs de la province. Bien sûr, ce sont encore les plus pauvres qui attrapent la maladie au rythme des saisons et des fêtes. Une loto *Instantanée* pour Noël, une autre pour la St-Valentin, un *Dollar d'été* quand le soleil se pointe sur la *Loto-baseball*, et après un petit Jour de chance, on s'achète une *Or en barre* en attendant l'hiver et la première *Mise-O-Jeu*.

Une équipe de 20 personnes se creuse les méninges à l'année longue pour trouver de nouveaux concepts de loteries instantanées, sans lesquelles Loto-Québec ne pourrait conserver son rythme de vente. Après la 6/49, les gratteux sont sa principale source de revenu.

LE CAUCHEMAR

Si, pour le consommateur, le pire est de rester paralysé devant le téléviseur parce qu'il a omis d'acheter l'*Extra* (tel que nous le suggère une publicité de Loto-Québec), le cauchemar de la société d'État serait plutôt la saturation du temps d'antenne qui l'empêche de nous présenter plus de publicité. Et oui! Malgré un «bulletin loto» parfois plus long que le bulletin météo, malgré les vignettes qui apparaissent à tous moments sur nos écrans pour indiquer les résultats de la *Quotidienne* (sur la chaîne TVA, pour l'instant), malgré la commandite d'événements télévisuels, les dirigeants de la loterie veulent encore plus de temps d'antenne.


Les ondes sont saturées? Qu'à cela ne tienne! On lance la *Roue de fortune* (Télé métropole), puis *Loto-Quizz*, dont l'objectif sera de dévoiler l'identité des gagnants-les en direct à la télé. Une demi-heure d'émission, autant de minutes de pub efficace. Les gagnants-les jouent leur propre rôle et la frénésie qui accompagne leur gain est le meilleur porte-parole. Et ce n'est pas tout. Il y a fort à parier qu'avec la télévision interactive (quand les pauvres pourront se la payer), Loto-Québec ouvrira les portes d'une autre cave de d'Alibaba.

Pendant que les Loto-Québécois-les se grattent la panse pour trouver d'autres

stratégies de vente, d'autres gouvernements cherchent à limiter les dégâts causés par l'appât du gain. Quelques états des États-Unis impriment sur les billets de loterie le numéro de téléphone d'un organisme d'aide aux parieurs-les, chapeauté par la mention: «si vous avez un problème, appelez ce numéro».

Plus près de nous, le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, a interdit l'an dernier toute publicité pour la loterie *Atlantique*, même si le trésor public empêche une bonne partie des bénéficiaires. Il avait alors indiqué que sa province comptait beaucoup de chômeurs-les et d'assistés-les sociaux-les et qu'il n'était pas de bon ton «de les inciter à dépenser leurs rares dollars en billets de loterie.»

LE RÊVE COÛTE CHER

Rolland et Louise rêvaient d'une maisonnette en banlieue où ils pourraient élever leurs deux enfants en toute tranquillité. Un jour, ce fut leur tour et la *Super* les favorise de 10 000\$. Ils dénichent une maison, signent une offre d'achat et liquident leurs dettes antérieures. Un fois chez le notaire, le *jackpot* a fondu comme neige au soleil et ils devront se serrer la ceinture jusqu'au dernier trou. Un an plus tard, les taux d'intérêts grimpent à 22%. Ils perdent tout. Tout, sauf l'habitude de miser 20\$ par semaine à la loterie. «Une chance qu'il n'y a pas eu d'arrêt de travail pendant ce temps-là, dit Rolland. Si jamais je gagne encore, ajoute-t-il, même une montagne d'argent, je dirai: Bye Bye Boss!... À demain.» 

BIENVENUE	
MARCHE LEMIEUX	
27/02/93	
LOTTERIE	1.00
SOUS-TOT	1.00
TOTAL	1.00
COMPTANT	1.00
#ARTICLE	1
MERCİ AU REVOİR	
#09719 0120 R05 T19-56	

Pour convaincre les Québécois-les qu'un jour ce sera leur tour, la société d'État engloutit annuellement plus de 15 millions \$ en publicité (2,40\$ per capita).

BINGO



PHOTO: YVES PROVENCHE

LE RITUEL ENFUMÉ

MANON RICHARD



Tous les soirs, la grande salle s'enfume d'espoirs brûlants. On y vient de partout. Du Centre-Ville, comme de La-Salle ou de Saint-Henri.

Aux tables, chacun-e a une recette pour nourrir sa chance. Les pattes de lapin, les éléphants, la photo des enfants ou les bondieuseries sont autant de raccourcis vers la cagnotte. «Je faisais ça aussi, au début, raconte Jeannette, mais je n'y crois plus. Quand on perd et qu'on dit des gros mots, c'est pas le temps de mettre une photo de Jésus devant toi.»

Dans son cou, un peu en porte-bonheur, des breloques-souvenirs l'accompagne. Sa quarantaine avancée s'efface sous la tresse blonde et un visage d'enfant. À côté d'elle, deux béquilles. Elle a perdu une jambe dans un accident de moto, il y a

six ans. «Depuis, je viens au bingo presque tous les soirs: c'est mon seul passe-temps», explique-t-elle.

Et c'est aussi un peu sa famille, car même si le bingo ne débute qu'à 19h, ses amies et elle sont sur place dès 16h30. «On installe nos affaires tranquillement, ensuite on mange. On se fait venir des patates, des hot-dogs, parfois du chinois, et puis on joue au «31» en attendant que le bingo commence. On se raconte ce qui s'est passé pendant la journée, on se rend service. À ceux qui arrivent plus tard, parce qu'ils travaillent, on leur réserve une bonne place. C'est mieux être ici que de rester toute seule à la maison», commente-t-elle en tamponnant à l'encre rose les numéros sur ses cartes en papier.

Dans la foule bigarrée des bingos, à quelques tables de Jeannette, se trouve Robert. C'est que le bingo a aussi ses héros et leur légende. Robert est de ceux-là. Assis

devant ses 36 cartes, il écoute le hockey dans son walkman pendant que le «caller» crie les numéros. Sur ses cartes, aucune marque, pas de «pitoune», rien. Parfois, Robert sort dehors quelques minutes. En revenant, il jette un coup d'oeil sur ses cartes et sur le tableau électronique en criant «Bingo!». Chaque fois il a raison, à l'émerveillement de tous. Le bingo a aussi ses reliques, ses traditions et ses croyants. Les joueuses s'assoient aux tables en priant tous les saints de leur porter chance. Les quelques dollars gagnés servent surtout à payer la prochaine semaine de jeu.

La grande salle tient plus d'un écran de fumée que de la caverne d'Ali-Baba. Sauf pour Jeannette, car devant ses 36 cartes, sa vie devient rose comme les taches sur les B-12 et les O-68. Entre les deux, elle relève la tête en disant: «Moi, quand je vais mourir, je voudrais que ce soit au bingo.»



DUR, DUR D'ÊTRE CROUPIER

QUAND LES AUTRES S'AMUSENT

MANON RICHARD



tre croupier-ère, ce n'est pas le *jackpot!* Aline Hérault en sait quelque chose, elle a fait tourner des roulettes pendant huit ans. «Les casinos, c'est un monde à part, dit-elle, un peu comme les bars. Quand on y travaille, on ne fait pas son épicerie le vendredi soir comme tout le monde.»

On en compte environ 1 500 au Québec, des hommes, des femmes de tous âges qui se transforment en croupiers-ères pendant les casinos. Ceux-ci durent en moyenne une dizaine de jours et se succèdent régulièrement toute l'année. Le jeu n'a pas de saisons, mais l'été, il sillonne la route des foires agricoles, de Sorel à Saint-Félicien. Le-la croupier-ère se fait nomade au fil de ces longs week-ends estivaux.

L'endurance est une autre qualité essen-

UN CASINO PAIE-T-IL AUTANT QUE LE CRIME?

MARIE RIOPEL



Alternativement permis et interdits, les jeux de hasard ont été des sujets de controverse dans toutes les civilisations. Encore aujourd'hui, chez nous, l'implantation d'un casino sur l'île Notre-Dame a soulevé un débat bien plus petit que ce qu'il méritait.

Les tenants du casino à venir sur l'île Notre-Dame s'enthousiasment à l'idée de la création de 776 emplois. Vraiment? Si le gouvernement ouvrait une immense taverne et créait 700 emplois de serveurs-es (qui représentent la même tranche salariale que les préposés-es aux tables de jeux), les nombreux diplômés universitaires au chômage se réjouiraient-ils? Bof...

Cependant, l'ouverture imminente d'un premier casino québécois risque de créer beaucoup d'autres genres d'emplois. «Ce type de commerce attire le crime organisé, la prostitution et autres affaires louches, déclare Donald Trump, propriétaire de trois casinos à Atlantic City. Il y a un gros prix à payer. Beaucoup de juridictions ont considéré l'implantation des salles de jeu et l'ont rejetée; parmi celles qui l'ont acceptée, plusieurs la refuseraient maintenant.» Même son de cloche chez Yves Prudhomme, président de la Fraternité des policiers de la CUM: «Le casino entraînera une hausse de criminalité en termes de prêts usuraires, de prostitution et de vente de stupéfiants.»

SEUL LE GOUVERNEMENT LE SAIT

Les impacts sociaux de l'implantation d'un casino ont fait l'objet d'une étude commandée par le ministre Claude Ryan. Elle ramasse la poussière sur son bureau depuis décembre 1992 et n'est toujours pas rendue publique. Ryan refuse de révéler les résultats concernant les pronostics de criminalité: corruption et crime organisé, prêt usuraire, prostitution, etc. Dans un tel projet, les contribuables ne sont-ils pas en droit de demander un minimum de transparence? Évidemment les coûts sociaux ne se feront pas sentir à court terme, mais en regardant vers l'avenir on peut craindre le pire.

Un casino géré par l'État qui promet de limiter les mises et d'interdire l'alcool vous rassurerait-il? Il y a pourtant de quoi s'inquiéter: le crime organisé autour des casinos serait présent de toute façon. De l'aveu même des responsables du casino, c'est par crainte des retombées négatives sur le reste de la région que le casino sera isolé et difficile d'accès. Preuve que les impacts sociaux sont connus du Gouvernement et le font frémir. Ajoutons encore le budget de 1,5 million \$ dont disposera l'unité spéciale de 20 nouveaux policiers, dont 15 enquêteurs, pour veiller à la sécurité des lieux.

Et finalement, est-il vraiment permis d'avoir confiance dans les qualités de





PHOTO LPI

tielle. La journée moyenne du-de la meur-se de jeu fait le tour de l'horloge, de 2h p.m. à 2h a.m. Aux derniers jours du casino son cerveau s'échauffe. «Souvent, tu regardes un 9 et un 5 et t'arrives plus à te souvenir que ça fait 14», commente Aline.

L'ERREUR N'EST PLUS HUMAINE

Debout derrière sa table de black jack, notre croupière compte, coupe et distribue les cartes devant des joueurs-ses enthousiastes. L'atmosphère se corse quand se trouvent autour de la table des gros joueurs, ceux qui veulent gagner. Là, on ne s'amuse plus. Cela arrive très souvent dans les foires agricoles, et l'erreur n'est plus admise.

«Les joueurs peuvent s'en prendre à toi si tu fais une erreur. Après cinq heures de brassées, tu peux oublier de donner une

carte, ou de faire couper le client, certains te le disent gentiment, d'autres sont agressifs. C'est le surveillant qui règle tous les problèmes», explique Aline.


Et la triche? Le-la croupier-ère est aux premières loges pour déjouer les manœuvres du-de la tricheur-se. Parmi les coups classiques, il y a le-la joueur-se qui essaie de pousser d'autres jetons sur sa mise, lorsqu'il-elle est certain-e de son jeu. On retrouve aussi ceux-elles qui tentent de compter les cartes, à l'aide d'un carton d'allumettes par exemple: «À chacune correspond un numéro. Quand les valets sont passés, le joueur en lève une. Il croit augmenter ses chances de gagner», conclut-elle. Il n'y a pourtant pas de pierre philosophale pour transformer les jetons en or. Les tricheurs-ses sont toujours dépités-es et, jusqu'à maintenant, personne n'a jamais fait sa fortune sur une table de cartes. 

PHOTO KEVIN CLARK ET HORST WACKERBARTH



gestionnaire du gouvernement; celui-là qui a déjà permis que la dette du pays et des provinces s'élève aujourd'hui à 600 milliards \$ et que le déficit augmente de jour en jour.

ET LES TOURISTES?

L'attrait touristique de ce Temple du hasard stimulera l'économie, argue-t-on. Peut-être, mais il ne s'agirait que d'un morcellement du marché, car les touris-


tes ne laisseront pas plus d'argent ici qu'avant. Le 100\$ qu'ils auraient dépensé au théâtre ou au restaurant avant l'arrivée du casino sera maintenant joué sur les tables de jeu ou avalé par les machines à sous du casino. Est-ce qu'on stimule l'économie en appauvrissant des secteurs pour en mousser un en particulier? De plus, les casinos pullulent déjà à l'échelle de l'Amérique du Nord. Avec Atlantic City qui tire tant bien que mal son épingle du jeu à cause d'une diminution marquée

Payants, les casinos? Ce propriétaire est entouré de sa recette d'une journée: des sacs remplis de pièces de 25 cents (Wilwood, New Jersey).

de la clientèle, et Las Vegas dont le chiffre d'affaires plafonne depuis près de deux ans, il n'est pas évident qu'un casino supplémentaire au Canada apportera les hordes de touristes tant espérés.

COÛTS ET BÉNÉFICES

Au début de cette aventure, le casino de Montréal devait ouvrir en juillet et engloutir 88 millions \$. En avril dernier, la facture était déjà passée à 95 millions \$ et on n'annonçait son ouverture qu'en octobre. En pleine saison creuse! L'idée de toute cette publicité à portée de la main titille déjà Loto-Québec: pour 300 000 \$, la société d'État deviendrait le deuxième plus gros commanditaire sur l'île Notre-Dame, en achetant une grande partie de l'espace publicitaire de l'île. Une aubaine, selon le pdg de Loto-Québec, Michel Crête.

Le gouvernement prévoit-il des bénéfices annuels mirobolants? Seulement 50 millions \$ par an pour tout ce branle-bas. La TVQ en rapporte autant en trois jours. Alors pourquoi un casino? 

MARIE RIOPEL

JOUEUR COMPULSIF, DANIEL RÉSUME AINSI SES DERNIERS MILLES: «JE JOUAI PARCE QUE JE N'AVAIS PAS D'AUTRE CHOIX. IL FALLAIT QUE JE JOUE, JE NE CONNAISSAIS RIEN D'AUTRE. LES MONTANTS D'ARGENT GAGNÉS OU PERDUS N'AVAIENT PLUS AUCUNE IMPORTANCE.»

COMPULSIFS-VES: LES VRAIS PERDANTS-ES



Loisir pour la majorité des individus, le jeu est une dépendance grave pour près de 5% de la population. Maladie reconnue comme telle par l'Organisation mondiale de la santé en 1979, le jeu compulsif a été ajouté aux désordres psychologiques de l'*American Psychiatric Association* un an plus tard.

Exempt de symptômes physiques, ce mal n'en est pas moins redoutable. Sans la démarche gauche du buveur ni le regard vitreux du toxicomane, la personne joueuse est tout aussi dépendante qu'eux. Virtuose de l'apparence, rien ne la trahit. Fine manipulatrice, elle «cache bien son jeu». Elle est atteinte d'une maladie progressive qui, dans son parcours, suit tou-



PHOTO: YVES PROVENCHER

PORTRAIT D'UN JOUEUR

Guy a commencé à jouer pour faire comme les gars de sa gang. «On jouait au crible et une fois j'ai même perdu mon auto. Insouciant, je voyais ça comme une anecdote intéressante à raconter. Avec cette histoire-là, j'étais quelqu'un aux yeux des autres.» Tous les jeux le passionnaient. Il parle du *thrill* qu'il ressentait comme d'une drogue, un coup d'adrénaline qui le faisait trembler d'excitation. Lorsqu'il le sentait monter, plus rien ne le retenait. «J'ai déjà dépensé 350\$ pour gagner un minuscule toutou à La Ronde. J'étais tellement enragé que le gars du kiosque me l'a donné pour me calmer.» Toujours convaincu de gagner gros, il partait pour Las Vegas avec l'argent essentiel à sa petite famille. «J'avais souvent au-dessus de 1 000\$. Si je gagnais, je me disais continue t'es hot, si je perdais, j'étais sûr qu'au prochain coup j'allais l'avoir. À chaque fois, j'ai dû emprunter pour revenir.» La période des machines à poker a été la pire pour Guy. Vers la fin, il jonglait avec les emprunts, les «petites passes» malhonnêtes, l'argent de son loyer et se privait même de manger pour jouer. «Je me sentais habité par un Guy complètement fou qui ruinait mon existence. Je voulais mourir.» Avec de grosses cicatrices aux poignets, Guy a finalement trouvé du secours. [M. R.]

GAMBLERS ANONYMES: (514) 484-6666

jours trois phases: elle gagne, elle perd, puis elle désespère.

LE THRILL DE LA CORDE RAIDE

Souvent, le futur joueur compulsif vient d'une famille où l'argent est un instrument de pouvoir, de contrôle et de prestige. Il a été éduqué avec l'idée que la valeur d'un homme, d'une femme est proportionnelle à son compte de banque. En jouant, il cherche à combler les carences affectives et les privations de son enfance. «Le joueur» se soulage par le jeu... Il n'est jamais calmé, il en veut toujours plus. «Le jour de notre mariage, raconte Eve, l'épouse d'un joueur compulsif, Jean est allé vendre nos billets d'avion pour notre voyage de noces. Il a tout perdu aux courses; on a passé quinze jours cachés dans notre sous-sol pour que personne ne se doute de rien.»

Le jeu répond aux attentes de sa nature compulsive: énergique, «le joueur» savoure les défis et aime le risque; anxieux,

D O S S I E R

V O U S N O U S R E T R O U V E Z EN P A G E 30

«Le jour de notre mariage, raconte Ève, l'épouse d'un joueur compulsif, Jean est allé vendre nos billets d'avion pour notre voyage de noces.

Il a tout perdu aux courses; on a passé quinze jours cachés dans notre sous-sol pour que personne ne se doute de rien.»

il s'éloigne des frustrations et cherche l'excitation constante; orgueilleux, il n'accepte ni la critique ni le rejet, mais veut la gratification immédiate. «En l'espace d'un coup de roulette, tu fais une grosse passe ou tu n'as plus rien, raconte Daniel. Quel kick! J'ai toujours aimé marcher sur une corde raide.»

Très souvent plus intelligent que la moyenne, «le joueur» compulsif est esclave de l'action. Encouragé par de premiers gains importants, il pense qu'avec ses mises, il peut gagner sa vie grassement et sans problème. «Je croyais dur comme fer que si je gagnais «cette fois-ci», tous mes problèmes seraient réglés, se rappelle Benoît. Rien n'aurait pu me convaincre du contraire.»

DE L'HABITUDE AU DÉSESPOIR

Le loisir se transforme en habitude, l'habitude se change en obsession et la maladie s'installe. Il découragera sa femme, ses enfants ne lui feront plus confiance, ses parents finiront par lui tourner le dos, ses frères et sœurs aussi. Son employeur n'acceptera plus toutes ses «bonnes excuses», et ses amis-es lui fermeront leurs portes, parce qu'ils-elles n'en pourront plus de lui prêter de l'argent. Vous croyez que ça le ralentira? Pas du tout. Il multipliera les problèmes en croyant qu'ils sont des solutions, en allant voir des *shylocks* par exemple. Il voudra oublier ses terribles obligations et s'évadera par le jeu, ce qui l'éloigne de plus en plus des solutions réalistes. Comme le toxicomane augmente ses doses pour avoir le même *feeling*, le *gambler* jouera plus souvent et misera plus gros. Il jouera jusqu'à ce qu'il touche le fond. À ce moment-là, le jeu ne le soulage plus. Rien ne le soulage.

VIDÉO-POKER: C'EST POUR MIEUX TE MANGER MON ENFANT!

Une des règles les plus simples s'applique ici: plus il y a de formes de jeu, plus il y a de joueurs, et plus il y a de joueurs, plus il y a de joueurs compulsifs. La prolifération des machines à poker en est la preuve. En ce moment, c'est la forme de jeu la plus accrocheuse... Ceux qui, péniblement, ont réussi à s'en délivrer l'appellent le *crack* du jeu. Ces machines rapportent entre 500\$ et 1 000\$ par machine et par semaine aux propriétaires. Souvent autant que la consommation hebdomadaire de bière. Voilà sans doute ce qui explique que ces propriétaires persistent malgré l'illégalité de ces machines. Habituellement, moins d'une heure après une descente de police et la saisie de la vidéo-poker, une autre a pris sa place.

«Je pouvais passer 10, 12 heures en ligne devant cet écran!, se souvient Patrick, 17 ans. Je m'arrêtais pour aller faire une couple de clients peut-être ou une ligne de coke. Je devenais complètement hypnotisé par l'écran et les images qui tournaient à chaque tour de manivelle. Je n'entendais plus rien, je ne voyais rien d'autre.» Ces machines - il y en aurait plus de 20 000 au Québec et 90% d'entre elles seraient contrôlées par la mafia - sont disponibles un peu partout dans les bars, les dépanneurs, les restaurants et les arcades. Les conséquences sont déjà visibles et Ladouceur est formel: «parmi les patients de notre clinique, neuf joueurs compulsifs sur dix sont accrochés aux machines de vidéo-poker». Robert, un membre des *Gamblers Anonymes*, confirme: «Aujourd'hui, de tous ceux qui arrivent au mouvement, huit sur dix sont des joueurs de machines. Et ils rentrent jeunes. Même s'ils n'ont joué que deux ans, c'est suffisant; ces machines accrochent très vite». Chez les GA, on parle d'un raz de marée d'adolescents et de femmes dévastés par les vidéo-poker qui déferle sur le Québec. À l'île du Prince-Édouard où les machines à vidéo-poker sont légales, un groupe de médecins, dans un rapport déposé au Gouvernement, déclarent: «Les habitués des machines deviennent dépressifs, perdent du poids, se tournent vers d'autres dépendances comme l'alcool et les drogues et sont souvent au cœur de violences familiales» (*Family Practice* de mars 1993). [M. R.]

PHOTO: YVES PROVENCER



Tout s'écroule, il est désespéré.

Benoît est formel: «Quatre portes de sortie s'offrent alors au joueur: la prison, la folie, la mort ou le mouvement des *Gamblers Anonymes*.» Paul faisait affaires avec trois *shylocks* différents. Le lundi, il rencontrait le premier pour pouvoir payer celui qu'il devait voir le lendemain. Le mercredi, il en voyait un troisième pour payer celui du lundi. Plus de famille, plus de maison (perdue depuis longtemps!), plus de boulot non plus. Paul est arrivé aux *Gamblers anonymes* avec des idées suicidaires. Est-ce étonnant? Depuis les douze dernières années, Paul a réglé toutes ses dettes. Et surtout, il ne joue plus. Fondée en 1957 par deux membres des *Alcooliques Anonymes* qui jouaient compulsivement, l'association des *GA* suggère l'abstinence totale un jour à la fois. Un mode de vie en douze étapes, pensé à l'origine pour les alcooliques, qui a fait ses preuves pour de nombreuses formes de dépendance.

EN CONNAISSEZ-VOUS UN?

Un des rares spécialistes des jeux de hasard au pays, le professeur de psychologie de l'Université Laval, Robert Ladouceur, publiait récemment sa dernière étude. Il y affirme qu'en ce moment, environ 50 000 individus ont des problèmes de jeu au Québec. Selon lui, il est clair que les joueurs compulsifs coûtent très cher à tout le monde. Les chiffres de son étude parlent d'eux-mêmes: 83% affirment qu'ils se sont endettés pour financer leur habitude; 27,6 % ont dû déclarer faillite; 20% se sont tournés vers les prêteurs sur gages; 68,3% ont déjà commis divers actes illégaux pour financer le jeu; 65,5% se sont déjà absentés du travail pour aller jouer; enfin, selon Ladouceur, les joueurs compulsifs dépendent actuellement 500 millions \$ par année au Québec.

Une étude du Gouvernement de nos voisins du sud effectuée en 1976 chiffrait à 1,1 million le nombre de joueurs compulsifs états-uniens. Aujourd'hui, une nouvelle estimation, basée sur les trois ans d'enquête du *National Institute of*



PHOTO: YVES PROVENCER

JEU DE DAMES...

Aujourd'hui, arrivant des salles de bingo et des machines à poker, les femmes occupent le tiers des places parmi les joueurs compulsifs. Les études sérieuses portant sur la compulsion du jeu sont assez récentes; celles portant sur les joueuses sont quasi inexistantes. Elles ont pourtant à peu de chose près le même profil que les hommes: elles jouent pour oublier leurs responsabilités, pour se donner l'illusion du pouvoir. Elles gagnent, elles perdent puis désespèrent elles aussi. «Durant mes soirées de cartes, je me sentais quelqu'un d'autre, raconte Doreen. Je n'essayais même pas d'être «bonne».» Il semble que les femmes, comme Doreen, choisissent les jeux qui relèvent de la chance pure et jouent surtout en solitaire. «Mais en rentrant chez moi après, j'étais dévastée de culpabilité. Je laissais souvent mon fils de six ans tout seul toute la soirée. Et puis, je savais que j'avais joué son lunch du lendemain pour l'école.»

Les femmes comme Doreen financent parfois leur jeu par la prostitution. Ce qui a pour effet de décupler la culpabilité des joueuses. Leur rôle social traditionnel, qui les présente comme le dernier rempart de la famille, pourvoyeuse de soins et protectrice des enfants, ajoute au poids du jugement que chacun porte sur elles. La mère qui joue le repas de son petit apparaît sans doute plus monstrueuse que le père qui joue le souper de sa famille. [M. R.]

Mental Health, en compte 4,2 millions. Déjà, l'experte états-unienne Valérie C. Lorenz, de la direction du *National Center for Pathological Gambling* de Baltimore, évalue que le jeu compulsif «coûte autant

en termes financiers que l'actuelle épidémie de drogue.» Se basant sur les pourcentages états-uniens, la *Canadian Foundation on Compulsive Gambling* estime à 300 000 le nombre de joueurs compulsifs au pays.

Paul faisait affaires avec trois *shylocks* différents. Le lundi, il rencontrait le premier pour pouvoir payer celui qu'il devait voir le lendemain. Le mercredi, il en voyait un troisième pour payer celui du lundi.

L'arrivée des casinos, à Montréal comme à Windsor, ne devrait pas manquer de grossir les rangs de joueurs esclaves du tapis vert ou des machines à sous. Au train où vont les choses, la plupart des spécialistes s'entendent pour dire que la maladie du jeu sera la principale dépendance sociale des prochaines années.

LES JEUX DE L'HISTOIRE

DES OSSELETS, AUX VIDÉO-POKERS

MARIE RIOPEL

DEPUIS DES LUNES, L'HOMME RÊVE DE S'ENRICHIR SUR UN COUP DE CHANCE. DÉJÀ, L'HOMME DES CAVERNES JOUAIT AUX OSSELETS: L'ANCÊTRE DU JEU DE DÉS QUE LES CHINOIS INVENTÈRENT, ET SUR LESQUELS LES BABYLONIENS ET LES ÉGYPTIENS MISAIENT DES FORTUNES. LES GRECS CROYAIENT MÊME QUE LES DIEUX S'ÉTAIENT PARTAGÉ L'UNIVERS EN LES LANÇANT, ET LÀ COMME À ROME, DES HOMMES JOUAIENT LEUR LIBERTÉ, LA PERDAIENT ET FINISSAIENT ESCLAVES.



Les Chrétiens seront les premiers à s'opposer fermement aux jeux d'argent. Les soldats n'ont-ils pas joué la tunique du Christ? Jouer est un affront à Dieu. En 813, le concile de Mayence excommunia tous ceux et celles qui pratiquent un jeu de hasard, qu'on relie alors au vol.

LA CONQUÊTE DE L'EUROPE

Plusieurs rois se sont opposés au jeu: Charlemagne, Charles le Bel et François 1^{er} s'y évertuaient. Mais, à la fin du XIV^e siècle, les cartes s'ajoutèrent aux dés et précédèrent de peu les loteries à chiffres. Devant cette manne, la plupart des États européens décidèrent alors de taxer tous les instruments de jeu. Les tripots demeurèrent cependant interdits jusqu'à ce que le *gambler* Henri IV en autorise à Paris. À peine rend-il son dernier souffle qu'ils sont fermés par sa veuve en 1611.

Les Louis (du XIII^e au XVI^e) trichaient tous les jours d'une main à la Cour, mais défendaient

Aux courses de lévriers, à Dublin

PHOTO: SYLVIE MESSIER



Coqs de combat, en Martinique



PHOTO: STEPHANE VIRON

ILS-ELLES ONT JOUÉ LE JEU

Hank Messick dans *The only game in town*, et Riopel-Marcil dans *Les obsédés du jeu* nous apprennent que parmi les grands personnages de l'Histoire, beaucoup ont aussi influencé la petite histoire du jeu. Parmi les conquérants, Richard Cœur de Lion (et cœur de *gambler*) pariait régulièrement avec ses troupes pendant la légendaire troisième croisade. Vainqueur de Napoléon à Waterloo, le duc de Wellington était pourtant esclave du jeu et y perdait de lourdes sommes.

En Europe il y eut d'abord l'amiral Sandwich qui nous a légué un souvenir gourmand: obsédé par le jeu, il refusait de lâcher une partie pour casser la croûte. Son cuisinier eut alors l'idée de lui servir une portion de viande froide entre deux morceaux de pain; il créa ainsi le célèbre met du nom de son boss. L'Église aussi a ses joueurs. L'un des premiers grands miseurs du casino de Monaco, le Cardinal Pecci s'est vite corrigé lorsqu'il est devenu le Pape Léon XIII.

Les États-Unis ont également eu leur part de grands joueurs... et d'hypocrites. Georges Washington qui déclare: «Le jeu est l'enfant de l'avarice, le frère de l'iniquité et le père du mal», gageait pourtant régulièrement au Williamsburg Jockey Club. Au Far-West, on nourrit la légende des joueurs de poker: Wild Bill Hickock, Doc Holiday et Billy the Kid qui perdaient leur argent et quelquefois leur vie pour une quinte flush. «La main du mort» doit d'ailleurs son nom aux cartes que tenait dans sa main Billy the Kid, quand il a été tué à une table de cartes. Plus tard, Al Capone, au faite de sa carrière, empoche chaque année 25 millions \$ par ses seules activités de jeu clandestin.

Artistes, écrivains et cinéastes ont été enflammés par le jeu à toutes les époques. Harcelé par ses créanciers, Dostoïevsky trouve en lui-même l'inspiration d'écrire *Le joueur*, encore aujourd'hui la meilleure description littéraire du joueur compulsif. Edgar Allan Poe a tenté de payer ses études en jouant, mais, outrée, l'université l'expulsa.

Joueuse compulsive, la grande actrice Sarah Bernhardt a perdu d'énormes sommes au casino. Un soir, découragée d'avoir perdu 100 000 francs (20 000\$ canadiens), elle absorbe une dose massive de somnifères. Un ami la découvre et lui sauve la vie; elle ne rejouera jamais par la suite. [M. R.]

le jeu, de l'autre, à la populace. Le peuple n'obéit cependant ni aux rois ni à l'Église, et les maisons de jeux clandestines pullulent. Une salle de jeu ouverte à tous à Venise dès 1638 n'est fermée que plus de 100 ans plus tard en 1744. Pour calmer leur passion, les joueurs-ses se cachent dans les garçonnières, qu'on appelle *Casinos* en italien. Le nom restera.

La vogue des villes d'eaux amène un premier casino moderne à Spa en 1762. Les lieux semblables, tel Baden-Baden, ne se font pas prier pour la copier, puisque Napoléon ne permet les maisons de jeu qu'à Paris et aux villes d'eaux, prélevant au passage une part des profits. La valse des permis et des interdits se danse au gré du pouvoir et les joueurs se déplacent de maisons clandestines en casinos temporaires. En 1838, Louis Philippe ferme les salles de Paris et les joueurs riches

Les gouvernements de Nouvelle-France et de Nouvelle-Angleterre interdisaient les jeux à l'argent, sauf lorsqu'ils finançaient leurs «bonnes causes».

foncent sur Baden-Baden. Plus tard, le prince de Monte-Carlo ouvre, à l'exemple de Deauville, un casino réservé aux riches.

PAR ICI LES BONNES CAUSES

Bien avant l'arrivée des Européens sur notre continent, les Hurons et les Iroquois jouaient pour des motifs aussi variés que bizarres: guérir un malade, prévenir une épidémie, influencer la température, etc. Colomb et ses marins misaient aux cartes

et aux dés pour alléger leur long périple. Les Espagnols faisaient courir les chevaux apportés sur le nouveau continent et pariaient aux cartes et aux dés comme les Français de Louisiane.

Les gouvernements de Nouvelle-France et de Nouvelle-Angleterre interdisaient les jeux à l'argent, sauf lorsqu'ils finançaient leurs «bonnes causes». Par les loteries, les Français liquident des biens impayés, secourent les pauvres ou aident les instituts charitables. Chez les Anglois, le jeu paie la construction des ponts, des églises ou des universités Yale, Harvard et Princeton. Le jeu à l'argent (cartes, billard, dames) sera ainsi toléré pendant toute la période coloniale.

On commencera à contrôler les loteries vers 1750. La Révolution est financée par une loterie; la construction de Washington aussi. En 1850, les villes de l'Est et les bateaux à aubes du Mississippi sont truffés de joueurs professionnels; la fièvre du jeu balaie l'Amérique.

LA COURSE AUX TROIS CITRONS

Cependant, la corruption se répand, les loteries sont truquées et les courses arrangées. Le public réagit en désertant les hippodromes. Les États-Unis interdisent les loteries pendant 70 ans et seule celle de la Louisiane perdure jusqu'en 1894. Le jeu revient lorsque les courses se sont refait une réputation. Un immigré allemand invente alors l'ancêtre des machines à sous et la course aux trois citrons commence.

À l'apogée des jeux d'argent, l'Amérique subit une crise de moralité. Les électeurs s'opposent farouchement aux jeux d'argent et à l'alcool: la plupart des États passent donc une loi pour les satisfaire. Aidés de la pègre qui leur organise des tripots, les joueurs parient cependant autant qu'avant. Grâce aux brèches dans la législation, un premier pari mutuel est lancé au Kentucky en 1908. Il s'agit de paris pris les uns contre les autres, au lieu d'un pari sur un numéro tiré.

Au fil des décennies suivantes, le bingo (qui nous vient d'Italie) et les différentes



PHOTO
YVES
PROVENCHER

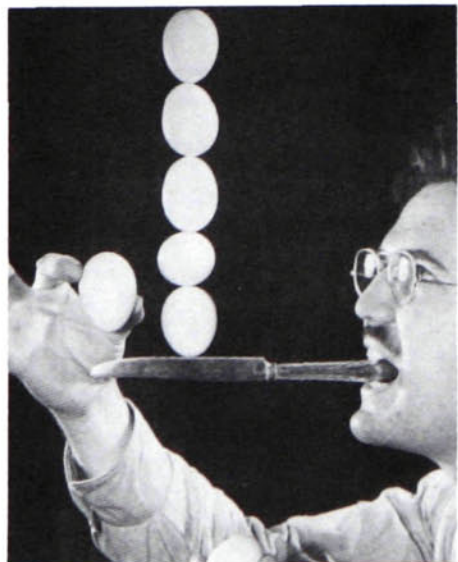


PHOTO JOE STEINMETZ



PHOTO GLORIA MALLARONI


loteries de paroisse gagnent en popularité. Lorsque la dépression frappe, l'argent devient rare et on en rêve d'autant plus. Le Nevada légalise le jeu et permet à Las Vegas d'incarner tous les rêves des pauvres. Construit au milieu de nulle part par Siegel et «Bugsy» Malone, deux des plus grands criminels des années 30, ce casino sera le premier d'une longue série qui transformeront ce désert sans intérêt en un des hauts lieux du jeu. Sur ses tapis verts, des millions \$ changent de main quotidiennement encore aujourd'hui.

Après la guerre, les tenants de la légalisation du jeu sont nombreux et vers 1960, cette opinion envoûte tout le monde industriel. Aujourd'hui, aux États-Unis, seuls l'Utah et Hawaï n'offrent aucune forme de jeu.

MONTREAL JOUE

En 1783 et en 1886, grâce à

des loteries autorisées, sont respectivement construites la prison et la cathédrale de Montréal. Avant que le Fédéral ne vote une loi restrictive en 1892, les loteries du Curé Labelle, du peuple, du *Montreal Lottery*, font rêver les Montréalais-es. Pendant près de 130 ans, seuls les paris mutuels aux pistes de courses sont permis; les loteries et autres gros concours (*sweepstakes*) deviennent illégaux.

En 1968, le maire Jean Drapeau lance sa loterie «taxe volontaire» pour payer le déficit d'Expo 67. La Cour suprême la déclare illégale, mais Ottawa amende son Code criminel et profite d'une brèche pour permettre l'augmentation massive et légale du jeu. Aujourd'hui, toutes les provinces ont leurs loteries et permettent un vaste choix de jeux légaux. Le Manitoba a déjà son casino. Pour le Québec et l'Ontario, c'est une question de jours, semble-t-il. 



Prenez
la clé des champs

Lorsque la basse-cour s'anime, que les vaches sont à l'herbe et que les pommiers sont lourds de fruits, alors, le Vignoble de l'Orpailleur vous invite à prendre la clé des champs. Offrez-vous les trésors du terroir produits à travers tout le Québec agricole. Ils seront vendus au vaste marché public mis en place spécialement pour l'événement «La clé des champs», qui aura lieu :

les 7 et 8 août 1993
au Vignoble de l'Orpailleur
1 086 route 202, Dunham (Qc), J0E 1M0
Téléphone : (514) 679-0530, poste 203

La clé des champs, un événement Qualité-Québec, a pour serruriers : l'UPA, le MAPAQ, Agriculture Canada, le Mouvement Desjardins et Ciel MF.

D O S S I E R


ADULTES - MILIEUX PLURIETHNIQUES - ADOLESCENTES ET ADOLESCENTS - PRÉSCOLAIRE - ÉLÈVES HANDICAPÉS - ALPHABÉTISATION - ENFANTS - FORMATION PROFESSIONNELLE - PRIMAIRE - MILIEUX SOCIO-ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES - SECONDAIRE -

ACCUEIL DE
ADOLESCEN
PROFESSION
DES IMMIG
ADOLESCEN
PRIMAIRE -
ÉLÈVES EN D
ÉLÈVES HA
ÉCONOMIC
FRANCISAT
PÉS - ALPH
FAIBLES - SE
MILIEUX PL
ENFANTS - F
DES IMMIG
ADOLESCEN
PROFESSION
DES IMMIG
ADOLESCEN
PRIMAIRE -
ÉLÈVES EN D
ÉLÈVES HA
ÉCONOMIQU

L'école

c'est LA SOLUTION

pour tout le monde



**Alliance des professeures
et professeurs de Montréal (CEQ)**

ETHNIQUES -
RMATION
RANTES ET
CENTES ET
NNELLE -
GRANTS -
COLAIRE -
X SOCIO-
FICULTÉ -
HANDICA-
QUEMENT
ADULTES -
SATION -
- ACCUEIL
NIQUES -
RMATION
RANTES ET
CENTES ET
NNELLE -
GRANTS -
COLAIRE -
X SOCIO-
FICULTÉ -

FRANCISATION - ADULTES - MILIEUX PLURIETHNIQUES - ADOLESCENTES ET ADOLESCENTS - PRÉSCOLAIRE - ÉLÈVES HANDICAPÉS - ALPHABÉTISATION - ENFANTS - FORMATION PROFESSIONNELLE - PRIMAIRE - MILIEUX SOCIO-ÉCONOMIQUEMENT

V O U S N ° 2 4 3 • J U I L L E T - A O Û T 1 9 9 3

Pour un Québec sans armée: UN APPEL AU BON SENS

Les signataires de cet APPEL proposent à tous les artisans d'un Québec souverain de faire preuve de réalisme, d'imagination et de courage en relevant ce défi des temps nouveaux: **bâtir un pays non militarisé.**

La nouvelle conjoncture internationale nous incite à refuser de penser l'avenir avec des solutions du passé. L'erreur serait de nous laisser imposer un vieux modèle dans une situation tout à fait nouvelle.

Concrètement, nous proposons d'assurer la sécurité du territoire québécois par une **défense civile** efficace et moderne, étant entendu qu'**un pays sans armée ne signifie pas un pays sans défense.**

LES DANGERS D'UNE DÉFENSE MILITARISÉE

1- Une inefficacité congénitale

Le territoire du Québec est si vaste et sa densité démographique si faible qu'il serait irréaliste de penser pouvoir le défendre par les armes. Même le Canada, avec son appareil militaire actuel, demeure, en pratique, indéfendable et indéfendu. Une armée québécoise, si sophistiquée soit-elle, serait toujours en situation d'infériorité par rapport à la quincaillerie plus considérable de ses ennemis potentiels. Une armée québécoise naîtrait impuissante et le resterait, condamnée à n'être qu'une armée d'opérette.

2- Des coûts insupportables

Une institution militaire minimale (comme celle du Canada) coûterait de 3 à 5 milliards de dollars annuellement, sans compter les coûts considérables de démarrage. Le Québec, déjà lourdement hypothéqué par sa propre dette et celle du fédéral, n'a pas les moyens d'inscrire une telle dépense à son budget, sans risquer une grave détérioration de ses finances. Les impôts à payer pour maintenir cette armée paraîtraient vite insupportables.

3- Une opinion publique défavorable

Il n'existe pas au Québec de tradition ni de culture guerrières. Les Québécois et Québécoises sont traditionnellement antimilitaristes et critiques envers l'*establishment* militaire et face à l'idée même de la guerre.

4- Une grave menace pour la survie de la planète

Effroyablement destructrices pour toutes les formes de vie et pour l'environnement, les armes modernes ont acquis un tel pouvoir de dévastation qu'il est devenu irresponsable de les utiliser.

LES COMPOSANTES D'UNE DÉFENSE CIVILE

Ses bases

- une population consciente de ses responsabilités envers son territoire et ses institutions démocratiques;
- une économie décentralisée;
- un réseau de communication efficace, capable de mobiliser la population et d'alerter le monde entier, en cas de menaces externes.

Son noyau

- un Corps de défense civile permanent, spécialement entraîné aux techniques de résistance non violente, équipé de moyens modernes de communication et de détection et doté du matériel nécessaire pour assurer la surveillance des frontières (patrouilles aériennes et terrestres) et des zones de pêche (garde côtière); capable aussi d'intervenir en cas de sinistres naturels ou accidentels;
- un détachement permanent, spécialisé dans le maintien de la paix, qui pourrait participer aux missions internationales des Nations Unies.

Et l'ordre public interne?

Une police intelligemment dirigée et suffisamment équipée est normalement en mesure d'assumer toutes les tâches de préservation de l'ordre public.

CONSIDÉRANT QUE LES FAITS CI-HAUT EXPOSÉS SONT INCONTOURNABLES,

les signataires de cet APPEL demandent aux gouvernants - actuels et futurs - un engagement ferme à bâtir un Québec sans armée et invitent la population à faire pression en ce sens.

Maryse Azzaria, infirmière; Joël Beauchemin, ingénieur mécanicien; Normand Beaudet, Centre de ressources sur la non-violence; Sylvain Beaudet, documentaliste; Roger Bédard, Daniel Bergeron, technicien de laboratoire; Suzanne Bolduc; Mariclod Bourque, étudiante; Yvan Brassard, professeur; Nathalie Brière, assistante de recherche; Carl Brubeau, cuisinier; Michel Caron, enseignant; Pierre Caron, ingénieur; Michel Chaloult, politologue; Normand Champagne, écrivain; Paule Cossette; Louis Cyr, organisateur communautaire; Francine de Grandpré, travailleuse sociale; Eric Désautiers, musicien; Luc Doucet, psychothérapeute; Anne-Marie Drolet, documentaliste; Ariane Emond, journaliste; Gilles Fontaine, chargé de cours - U. Laval; Claude Prappier, réviseur linguistique; Léonie Gagné, rentière; Yves Gigon, musicien; Pierre Gilbert, paysan; Stéphane Giroux, étudiant; Chantal Gravel, technicienne en santé animale; Rachel Houle, retraitée; Terry Knee, ingénieur; Raymond Laberge, manoeuvre; Yves Lapierre, artiste; Gil Lapointe, sonorisateur; Jean-Marie Latreille, médecin; Hélène Lauzon, conseillère service clientèle; Evariste Lessard, prêtre; Louise-Anne Levasseur, enseignante; Eric Maheu, anthropologue; France Marinneau; Guy Marinneau, retraité; Gilbert Martin, conseiller syndical; Sylvain Matte, administrateur de matériel; Patrice Mongeau; Robert Nicole, technicien en réparation de pianos; Laurent Oulmet, citoyen; Yves Papillon, prêtre franciscain; Francine Saint-Aubin, artiste en arts visuels; Hugues Saint-Pierre, écrivain; Danièle St-Amour Roussel, artisanne; Stéphanie Traver, étudiante; Guy Tremblay, architecte paysagiste.

JOIGNEZ-VOUS À CET APPEL. POSTEZ CE COUPON AU: MOUVEMENT DE L'APPEL, 1425 CHEMIN ROYAL, ST-LAURENT D'ORLÉANS, QUÉ. G0A 3Z0

J'ai lu l'APPEL au bon sens et l'endosse entièrement.

signature

Je veux faire partie du Mouvement de l'Appel et vous envoie ma cotisation de 5 dollars \$.....

Je veux recevoir exemplaire(s) du livre *Pour un pays sans armée* et je joins la somme de (15\$ l'exemplaire).

Nom

Adresse

Ville code postal

tél



CHRONIQUE INSOLENTTE

Je vois venir avec effroi la prochaine année. Nous entrerons dans une phase intensive de campagnes électorales superposées. Québec-ville et Canada de façon imminente, Québec-province et Montréal éventuellement. Ajoutez à cela les campagnes au leadership, nous en aurons plein la vue, les oreilles, le dos... et les bras à organiser débats sur débats pour débattre de quoi?

Élections sur fond de récession, nous assisterons, comme la campagne au leadership conservateur nous en a donné l'avant-goût ou le dégoût, à la surenchère de la petite misère. Adieu veaux, vaches, cochons, finie la belle époque des tronçons de route asphaltés contre une poignée de votes. Il fut un temps pas si lointain où on nous faisait miroiter quelque chose au bout du nez: une promesse de garderies, une indexation des pensions de vieillesse, etc... Quelque chose comme une amélioration de nos conditions de vie. Qu'on ait oublié de nous les accorder, c'est une autre his-

LA MISÈRE PRÉ-ÉLECTORALE

NICOLE BRAIS

toire. Mais voilà qu'on se bat sur la place publique à savoir qui saurait le mieux couper ici, mettre à pied là-bas, geler les uns, cuisiner les autres. Voilà qu'on nous présente sur un plateau, je n'ose pas dire d'argent, **tout ce que le Gouvernement ne fera plus**. Et que celui qui promet le moins gagne! De quoi espérer qu'une fois élus-es, certains-es oublient comme

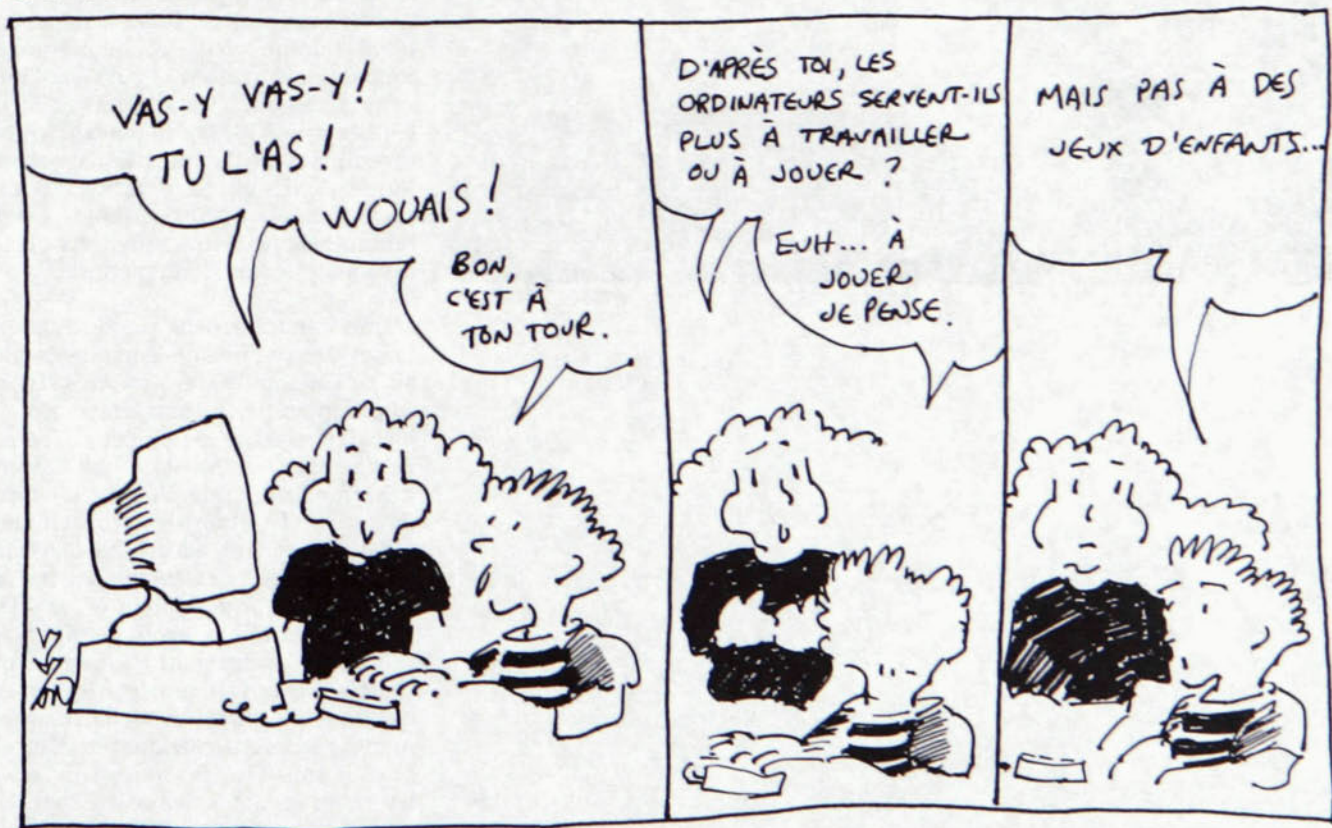
d'habitude leurs promesses électorales¹.

Contexte enivrant donc, où le Gouvernement, peu importe qui le dirige ou veut le diriger, au masculin comme au féminin, cherche à en faire moins avec toujours plus.

Que et comment revendiquer aux prochaines élections? Faire des pirouettes médiatiques (des média-tics) pour demander d'être un peu moins coupé-e, un peu moins vite? Demander aux municipalités de ramasser les briques que le Fédéral laisse tomber et que le Provincial se fera un devoir d'esquiver? Je vois d'ici des foules où je ne reconnais personne prendre d'assaut l'Hôtel de Ville pour exiger de Montréal qu'elle ne déroge pas au mot d'ordre généralisé: toujours en faire moins, et si possible moins que les autres.

1. C'est compter sans le FMI qui aura autrement plus de poids que nous quand viendra le temps de rafraîchir les mémoires.

LE MONDE VU D'EN BAS



HAÏTI: À QUI LA FAUTE?

LES DÉPUTÉS SE BAGARRENT, LES TOURISTES SE FONT QUÊTER, LA MISÈRE S'ÉTEND. D'UN GOUVERNEMENT À L'AUTRE, ET MAINTENANT PLUS QUE JAMAIS, HAÏTI REVENDIQUE DES CHANGEMENTS PROFONDS, DE TOUTES PARTS, CE QUI FAIT BIEN PEUR À L'ÉLITE ACTUELLE. HAÏTI: DE CULTURE ET DE DÉMOCRATIE.



PHOTO: JACQUES LANGEVIN

ANDRÉ LACHANCE

Dans une arrière-cour de la rue du Magasin de l'État, parmi les épaves de vieux camions et d'autos tout juste bonnes pour la ferraille, des mécaniciens tentent de récupérer ce qui peut l'être dans ce capharnaüm de débris poussiéreux qui se sont trainés 15, 20 ou même 25 ans sur les mauvaises routes d'Haïti. Entre les squelettes des vieux Isuzu, des antiques Daihatsu, des Chevrolets des années 60 qui s'entassent dans l'espace exigu de cette arrière-cour crasseuse, on perce, on martèle, on soude, pendant que par groupes compacts, mécaniciens et clients tiennent de petits conciliabules en fumant des *Comme-il-faut*, appuyés sur des réservoirs à essence éventrés. Un mot revient comme un leitmotiv sur les lèvres charnues de ces visages torturés par des nuées de moustiques qui virevoltent incessamment dans la chaleur moite: «kob», l'argent!

Les chauffeurs de taxi qui, pour moins d'un dollar, vous font traverser la moitié de la ville, n'ont plus de clients. Une fin d'après-midi torride, brûlant impassiblement l'unique feu de circulation qui fonctionne dans tout le pays – à l'intersection des rues Jean-Paul II et Henri-Christophe –, Ti-Manno me fait voir son revenu net de la journée: 8 gourdes. Moins de 2\$ au cours officiel, 80€ au cours réel. Il conduit pourtant sa Corolla bringuebalante dans les rues éventrées de la capitale depuis 7h du matin...

Même scénario à deux pas du Palais national devant l'une des gargotes en plein air du Champ-de-Mars, où trois serveurs se précipitent en même temps à ma table. «Embago a gelé nou net!»¹, me confie l'un d'eux en ajoutant que la vie est devenue intenable depuis le départ d'Aristide. Le «touriste», constamment sollicité, apprend malgré lui à regarder de côté lorsque des enfants en haillons se précipitent à sa hauteur et lui crient: «Hé blan, mwen grangou. Ba mwen yon ti-kob!»² Gamins pathétiques aussitôt chassés à coups de pied par les serveurs qui les envoient valser sur la chaussée... Alertés par les cris, quelques étudiants accroupis sous l'un des rares lampadaires lèvent un instant le nez de leur livre. Leur



PHOTO TONY SAVINO

œil mauvais assassine le Blanc qu'ils prennent pour cet États-unien-impérialiste-affameur-de-peuples que dénoncent depuis des lustres les intellectuels du pays et de la diaspora... C'est que le pays vit, depuis le coup d'État qui a renversé en septembre 1991 le premier président élu démocratiquement de son histoire, dans une espèce de guerre des nerfs permanente que nourrit la paranoïa délirante de ses élites.

LA FAUTE DES AUTRES...

Comme un mendiant orgueilleux, Haïti n'en finit pas de morigéner: c'est la faute des Blancs, des États-Uniens, des «grands neg'»³, des Syro-Libanais qui monopolisent le commerce, des «gro'zoteils», ces paysans analphabètes ignorants des réalités modernes. La faute de l'esclavage, la faute des macoutes, des mulâtres, de Duvalier, d'Avril, d'Aristide. Rarement une société aura-t-elle à ce point été divisée...

«Nous n'avons fait que singer les Blancs, avec notre propension à la veulerie, à la cupidité, à l'égoïsme et à la déraison», confesse Aubelin Jolicœur, dont s'est inspiré Graham Greene pour l'un des personnages de son roman *Les comédiens*, en ajoutant que les difficultés d'Haïti n'étaient somme toute que «les consé-

quences de nos inconséquences».

«Blan pa respekte nèg Dayiti!»⁴, clamait d'ailleurs Jean-Jacques Honorat, le prédécesseur de l'actuel premier ministre Marc Bazin, alors que l'ex-président de facto, Joseph Nérette, demandait aux États-Uniens «d'arrêter de nous percevoir comme les anciens esclaves de vos plantations.»

«Nous ne sommes pas une dictature», affirme aujourd'hui le sénateur Amos André, représentant de la région du Nord-Est au Parlement haïtien. «On a une situation exceptionnelle à gérer. Et ce sont les Blancs qui l'ont créée.»

Dans ce bateau ivre qu'est devenu Haïti, dans ce morceau d'île à la dérive, la stratégie de l'OÉA fournit aux nationalistes l'occasion de raviver la vieille paranoïa d'une République noire environnée par des Blancs hostiles. Des Blancs qu'on accuse de tous les maux: «La stabilité politique ne dépend pas de nous. Elle dépend des Blancs. Les États-Unis nous rendent instables. Depuis 1804, il y a eu une stratégie qu'on a mise en place contre le développement de ce pays. On veut nous punir, parce que c'est nous qui, pour la première fois, avons proclamé la libération générale des esclaves. Ce qu'on nous

fait, c'est une punition!», ajoute sans broncher M. André, sénateur de l'une des régions les plus déshéritées du pays où 60% des enfants accusent un poids en-dessous de la normale...

LE COUP D'ÉTAT ET L'EMBARGO

Les 2 000 morts du coup d'État? «On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs», répond péremptoirement le sénateur André. Selon lui, il est même normal que l'on dégaîne en plein Parlement. «Comment faire la démocratie dans ces conditions alors que le monde entier nous boycotte? Quelle démocratie peut-on faire avec l'embargo?» (Un député, Benoît Laguerre, a dégainé son pistolet en pleine Chambre et visé Jude Marie Yacinthe Jean-Baptiste, le député de Limonade, qu'il avait préalablement jeté par terre... Plus tôt, le député Saurel Yacinthe y avait donné des coups de pied à son collègue Emmanuel Reymé.)

Rencontré dans une antichambre du Sénat de la République où s'agglutinent une bonne dizaine de quémandeurs d'emploi, Eddy Dupiton clame du haut de sa superbe de sénateur à 20 541 gourdes par mois – alors que ses commettants, dans leur énorme majorité, n'en gagnent pas plus de 100 –: «Le brave peuple d'Haïti

pousse un cri terrible mais c'est toujours le silence qui lui répond.»

«On a été à Washington, à Carthagène, à Caracas. Nous avons montré notre bonne foi. Mais nous n'avons pas retrouvé cette volonté de nous comprendre. Ce peuple est en train de mourir à petit feu du fait de cet embargo appliqué sans nous consulter. L'OEA n'a jamais entendu la version haïtienne, seulement celle d'Aristide. On a voté un homme-miracle parce que

c'était le prophète. Vous savez, l'orgueil haïtien, c'est quelque chose de formidable. Le peuple a cru qu'en votant Aristide, il votait contre Bazin, donc contre l'Amérique.»

En sortant du Sénat de la République, Dieudonné, 30 ans, ex-comptable au ministère des Finances, m'aborde en jetant des coups d'oeil craintifs autour de nous. Il a été congédié une semaine après le coup d'État: «Tous ceux qui n'étaient pas

d'accord avec le coup d'État ont été révoqués. Pour obtenir un emploi dans la Fonction publique, il faut faire une profession de foi anti-Aristide. La levée de l'embargo serait une bonne chose surtout pour les putschistes mais pour nous, il importe encore plus de nous délivrer de cette armée d'assassins. C'est le meilleur service que la communauté internationale puisse nous rendre. Le peuple attend une intervention militaire de l'étranger.»

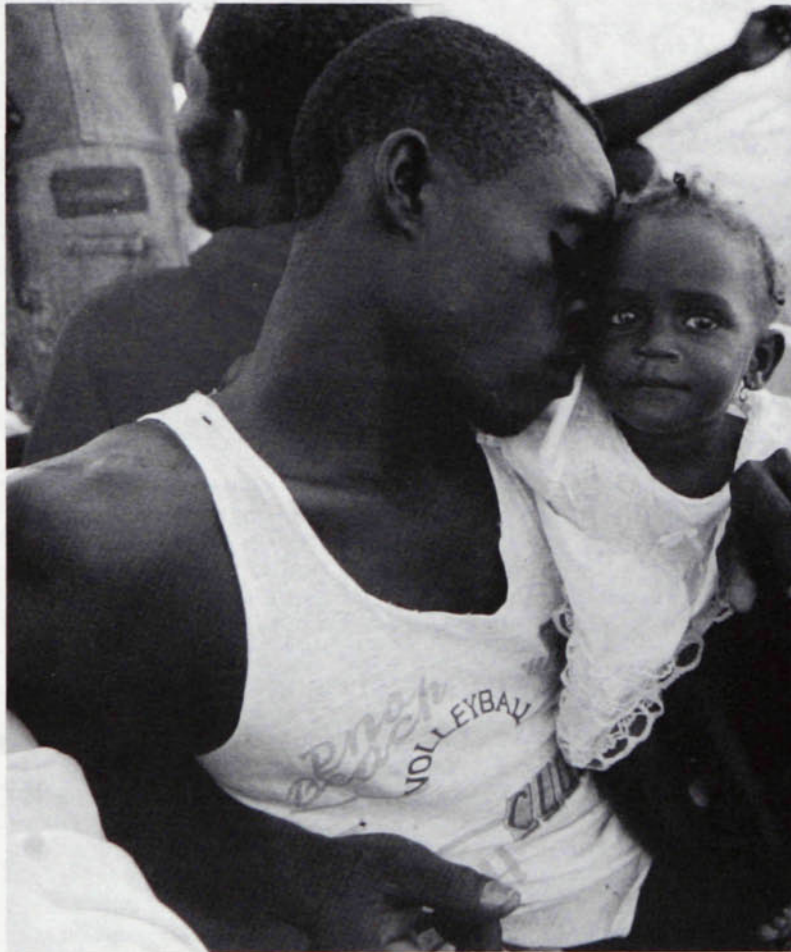


PHOTO: JACQUES LANGEVIN

EX-PRÉSIDENTS-ES LA RONDE DES CHEFS CASQUÉS

PIERRE HAMEL

Après la dictature des deux Duvalier (de 1957 à 1986), père et fils, Haïti tombe sous la coupe des militaires, exception faite du bref intermède de la présidence Aristide.

Général Henry Namphy (février 1986 à janvier 1988, puis de juin à septembre de la même année). Il assume le pouvoir à la tête du Conseil national de gouvernement.

Leslie Manigat (janvier à juin 1988). Élu lors d'un scrutin fortement entaché d'irrégularités, d'ailleurs boycotté par la majeure partie de la population.

Lieutenant-général Prosper Avril (septembre 1988 à mars 1990). Il est contraint de partir sous la pression populaire.

Ertha Pascal-Trouillot, juge de la Cour suprême (mars 1990 à février 1991). Seule femme dans cet univers d'hommes, elle connaît assez bien le sérail pour être appelée à assurer l'intérim à la tête du pays.

Jean-Bertrand Aristide (7 février 1991 au 30 septembre 1991). Premier président démocratiquement élu d'Haïti, 10 décembre 1990 quand Marc Bazin, l'actuel premier ministre, est son adversaire principal. Entré en fonction le 7 février suivant, il est victime d'un pusch des forces armées.

Joseph Nérette, juge de la Cour suprême (8 octobre 1991-). Nommé président intérimaire. Sa fonction est toute nominale, la totalité du pouvoir étant concentrée dans les mains du général Cédras.

Sources: *The Statesman's Yearbook*, 129th Edition, 1992-1993, p. 669; et *Haïti Reborn*, Hiver 1993, p. 2.

LES ANCIENS ET LES MODERNES

Cette image de pays instable, ingouvernable et perpétuellement agité de convulsions politiques violentes occulte un conflit interne, particulièrement stérile et débilant entre les partisans du modernisme et les passésistes à la mentalité d'assiégés: «Aristide et Manigat ont chuté pour les mêmes raisons», m'explique un jeune économiste ayant fait ses études aux États-Unis et qui me demande expressément de ne pas le citer. «Ils voulaient un peu plus de modernisation, d'organisation, et avaient la volonté de bien faire.»

«Aucune société ne peut croire s'il n'y a pas une espèce d'entente démocratique entre ses partenaires sociaux. Notre société est justement divisée sur cette question de la modernité et de l'ouverture au monde. En fait, il y a les partisans du modernisme d'un bord et ceux qui ont une mentalité d'assiégés de l'autre bord.»

UNE MENTALITÉ AUTOCRATIQUE

Dans un numéro d'*Haïti-Observateur*, Jean Lenick Thomas affirmait même que la société haïtienne ressemblait, à maints

égards, à une société de type primitif: «La mentalité qui prévaut en Haïti, sur le plan de l'exercice du pouvoir, est encore une mentalité de type primitif. Pour que tel Haïtien ou tel groupe d'Haïtiens soit, tel autre doit disparaître. Ils ne peuvent ni collaborer, ni coexister.»

M. Thomas s'en prenait particulièrement à la mentalité autocratique qui prévaut partout dans le pays: «L'autocrate se veut la source de son propre pouvoir et se comporte comme s'il était seul dans son île, tenant à l'écart toute personne dont il a des raisons de penser que, dans certains domaines, elle ne s'aplatirait pas devant lui. Il est incapable de tenir compte des autres et de comprendre qu'il n'est pas au monde le seul être qui vaille, la seule volonté qui compte. (...) Il vit tout ce qu'il vit, pense tout ce qu'il pense, sous un mode égocentrique: celui qui détient ou croit détenir le pouvoir n'a pas à négocier avec qui que ce soit, ni à en tenir compte. Ce qu'il veut, il le veut et cela se fait!»

Selon lui, le problème haïtien est d'abord un problème culturel: «Il semble que chez nous les Haïtiens, la culture occidentale n'est rien d'autre qu'un vernis culturel.

Aujourd'hui encore, dans maints domaines, nous nous comportons à la manière ancestrale ou, pis encore, tels des barbares d'un autre âge: amants, maris ou parents, nous maltraitons ou humiliions nos femmes et nos enfants comme si nous avions sur eux le droit de vie et de mort.»

«L'élite doit aboutir à une entente démocratique pour entraîner Haïti dans la modernité», ajoute plus diplomatiquement Raymond Lafontant Jr., directeur de l'Association des industries d'Haïti.

À plus long terme, l'éducation représente la clef du développement du pays. Mais là aussi, la tentation autocratique persiste. M. Lafontant me donne l'exemple de son neveu qui fréquente une école états-unienne et de son fils qui est inscrit dans une école haïtienne: «Mon neveu dit qu'il veut être *président* de sa classe alors que mon fils dit qu'il veut en être le *chef*... La nuance est importante. C'est précisément ça qui doit changer chez nous. Le reste suivra!»

1. «L'embargo paralyse tout.»
2. «Hé l'étranger, j'ai faim; donne-moi un peu d'argent.»
3. Les Haïtiens importants.
4. Les étrangers ne respectent pas les Haïtiens-nés.

19%

DES QUÉBÉCOIS SONT ANALPHABÈTES FONCTIONNELS

*Que faire pour corriger la situation?
Un film franc y répond.*

FRANCHIR LE SILENCE

DE CLAUDETTE JAIKO

Un vibrant témoignage sur l'alphabétisation apporté par dix hommes et femmes qui font preuve d'une incroyable détermination dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Disponible en 16 mm et en vidéocassettes tous formats.
Pour achat ou location, veuillez vous adresser au bureau de l'Office national du film du Canada qui dessert votre région.
Pour commander ou pour obtenir plus de renseignements :
1 800 363-0328

UNE PRODUCTION DU CENTRE ONTARIOIS
DE L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA
AVEC LA PARTICIPATION FINANCIÈRE
DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO,
DIRECTION DE L'ALPHABÉTISATION





MIRIAM AU PAYS DES ÉMOTIONS

PIERRE VIAU

Arrivée seule en septembre 1991, Miriam obtient son permis de résidence un an plus tard. Quelques mois s'écoulent et, après avoir emprunté l'argent auprès de personnes amies, Miriam s'offre un cadeau de Noël: retourner au Venezuela chercher son fils de 13 ans, David, qui vit chez sa grand-mère.

LE RIDICULE DES PREMIERS JOURS

«J'étais ici depuis quelques jours. Dans une vitrine d'un restaurant, je vois le mot *Repas*. Une dame m'accompagnait, je lui dis: allons manger des *arepas* (pain de farine de maïs). Dans mon pays, qu'il manque une lettre à un mot affiché, c'est fréquent. La dame m'a traitée de stupide. Mon Dieu que j'ai pleuré!

Dix jours plus tard, c'était un samedi. En raison des travaux de réparation, le métro ne fonctionnait pas. Je devais aller à la rue Saint-Roch (Parc Extension). J'ai pris plusieurs autobus..., finalement celui de Sainte-Rose à Laval: «Saint-Roch»... «Sainte-Rose». Nous, les latinos, le prononçons de la même manière. J'étais partie à deux heures, je me suis perdue dans Laval. Personne ne me comprenait. J'ai réussi à revenir à la maison à sept heures. Épuisée, j'ai pleuré comme jamais.

VIVRE L'INCROYABLE

En novembre 1991, Miriam trouve un appartement. Elle emprunte auprès d'une amie pour le premier paiement du loyer. Les premières nuits, elle dort sur le plancher. Trois jours plus tard, un organisme communautaire lui dit d'aller chercher une table et des chaises chez une dame. Miriam n'en revient pas encore. La dame lui dit: «Prends tout ce dont tu as besoin, je te le donne, je retourne dans mon pays, Haïti.» Miriam indique les pièces du regard:



PHOTOS PIERRE VIAU

«Grâce à elle, j'ai meublé le salon, la chambre à coucher, la cuisine!»

Tous les matins de la semaine, Miriam va à son cours de français. Dans la classe, il y a 18 personnes originaires de 13 pays. «À chaque fois, j'ai des frissons d'émerveillement. L'apprentissage d'une nouvelle langue pour chacune crée l'amitié, la compréhension entre nous. C'est extraordinaire! Des fois, je me mets à la place des Québécois. Comment font-ils pour recevoir des gens de tant de pays différents? Quel défi à relever! «CHEVERISSIMO!» (en québécois: c'est super!). Je trouve que nous, les immigrants, ne reconnaissons pas assez aux Québécois leurs efforts pour s'adapter à une immigration tellement variée.»

VIVRE AVEC SON FILS

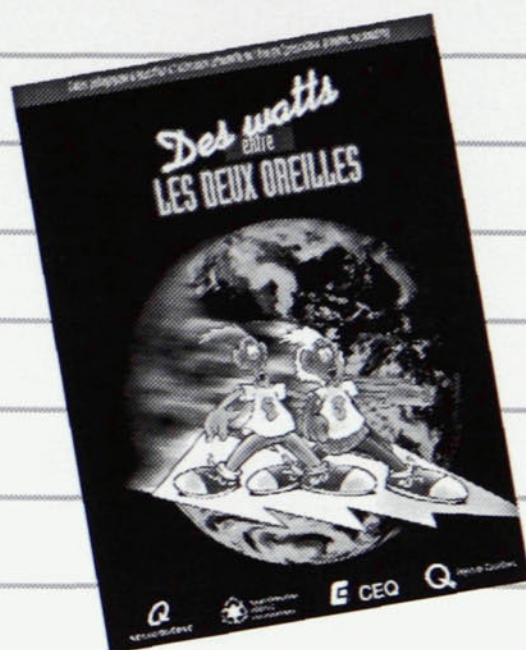
Dans les regards du fils et de la mère qui se croisent, on devine la tendresse, des souffrances partagées, l'espoir de mieux vivre. Car, pour le moment, sans l'aide d'amis-es et d'organismes du quartier, Miriam et son fils ne pourraient pas manger tous les jours. «Je suis mère poule avec David. Je suis contente qu'il soit avec moi, mais aussi inquiète. Où est-il quand je ne suis pas là? Avec qui se tient-il? Je le vois passer des circulaires, ça m'énerve.»

Miriam ouvre l'album des photos souvenirs de la famille au Venezuela. Larme à l'œil, elle tourne les pages. «Maman est trop sentimentale», commente David. Et toi, tu ne pleures pas? «Les hommes ne doivent pas pleurer... sauf quand un être cher meurt!» Aussitôt, un clin d'œil s'empresse de démentir ce qu'il vient de dire.

David embrasse sa mère, part rejoindre deux amis, du Venezuela comme lui. Il espère bien rencontrer celle qu'il souhaiterait avoir comme blonde, une jeune fille... de Turquie.



Pour un monde écologique, pacifique et solidaire



Des watts entre les deux oreilles,
cahier pédagogique d'éducation
à l'utilisation rationnelle de l'énergie
(préscolaire, primaire et secondaire).
Une production du Fonds d'éducation
relative à l'environnement (FERE),
RECYC-QUÉBEC, Hydro-Québec et
la Centrale de l'enseignement du Québec

*Disponible au Centre de documentation de la CEQ,
(418) 627-8888, coût 5 \$.*



Une commandite de la Centrale de l'enseignement du Québec

Le mythe de la croissance infinie est aujourd'hui remis en question par l'accumulation des catastrophes écologiques et l'expansion de la pauvreté dans le monde. Voilà où nous a conduit l'intérêt à court terme des employeurs, entraînant le gaspillage des ressources et de l'énergie, la piètre qualité des produits et des services, la précarisation d'une partie importante des emplois, et la concentration de plus en plus grande de la richesse.

S'impliquer dans l'organisation du travail, c'est travailler à relancer le progrès social

Pour relancer le développement dans le sens du progrès social, il faut changer l'organisation du travail de façon à permettre aux travailleurs et travailleuses d'utiliser leur savoir-faire, leurs connaissances, leur créativité. C'est ainsi qu'on pourra le mieux rejoindre l'intérêt de la majorité pour un meilleur partage des emplois et de la richesse, pour des produits de qualité, des services de qualité, et des emplois socialement utiles.



La Confédération des syndicats nationaux
1601 rue de Lorimier, Montréal, H2K 4M5